

هكذا من الأصل

monde

Les conditions de l'indépendance

tablissement de « relations privilégiées » entre l'Europe et les Etats-Unis, analogues à celles qui existent hier entre Londres et Washington.

La politique américaine

Il est tout en droit de se plaindre de la « fois accomplies » devant laquelle la place la politique américaine d'élargir le nucléaire du nucléaire est un tel exemple. Le secrétaire d'Etat américain propose l'organisation de consultations régulières et réciproques entre les Etats-Unis et l'Europe. Historiquement, il a raison. En premier, l'exercice deux difficultés:

...entre les projets de décision à soumettre aux États membres. En outre, les États membres de l'Union se trouvent encore l'Europe le plus en retard en situation d'infériorité. La situation communautaire est donc caractérisée par une dissymétrie politique que nous ne fait que les Américains ont un avantage décisif en la décision, leur permettant d'agir plus vite par surprise. Cela leur permet de garder une partie de la cote de l'information internationale. En outre, les procédures de consultation des États membres de l'Union sont lourdes et coûteuses. Cette lourdeur et cette lenteur nous incitent à nous précipiter à l'initiative de voir la consultation communautaire, sur le porte-parole des États membres, se faire plus rapidement et plus efficacement que position communautaire.

On n'est apparemment pas aussi unanime sur ces constatations devraient-elles imposer à tous une « traditionnelle » attitude de défiance, ou au contraire, à la manière d'un médecin, à la solliciter, comme elle le fait avec ses assistants, semble-t-il, et chercher des points de convergence entre les Européens, pendant qu'ils se débattent dans l'indécision, pour leur permettre de passer à l'adoption d'une commune « identité ».

Cette dernière hypothèse est en fait celle que défendait l'association américaine, les Etats-Unis n'étant pas moins intéressés à assurer la défense de l'Europe car, eu égard à l'effort qu'elle leur garantit leur propre sécurité.

Que ces évidences soient reconnues constituerait un immense progrès. Nous avons été trop longtemps sans en France les problèmes soulevés par la détermination de la voie désormais progressivement acceptées par tous, hormis les

[illegible]

مسرح (من لامل)



VIOLENCES EN ESPAGNE

« La canaille s'assassine lorsque les gouvernements sont faibles... »

Les soubresauts du franquisme

Le gouvernement présidé par M. Carlos Arias Navarro, ancien ministre de l'Intérieur, a prêté serment le 2 janvier, deux semaines après l'attentat qui coûta la vie à son prédécesseur. Le maintien de l'ordre, mais ce n'est guère un nouveau, figure en tête des préoccupations de Madrid. Les heures chaudes du régime sont au « travail 100 », la peine de mort abolie, et contre M. Puig Antich, la répression qui s'abat sur

les dirigeants ouvriers comme sur les extrémistes, lesques en particulier, rappelle l'ère des caractéristiques essentielles du régime. Et même temps, l'élection des membres de l'Opus Dei invite à faire le point sur la puissance et les limites de cette « œuvre », pendant que l'Église lui-même est tiraillé entre plusieurs tendances. De nouvelles formes de luttes révolutionnaires apparais-

sent dans le mouvement ouvrier, tandis que le haut de la censure s'efforce d'établir toute liberté de l'esprit humain. L'ensemble d'articles que nous réunissons ici sur ces différents problèmes présente au cœur des complexités d'une société qui, par son histoire économique, tend à se rapprocher de l'Europe, mais qu'elle s'en sépare par son régime politique.

La fin du développement pseudo-libéral et autoritaire ?

(Suite de la première page.)

Et, en matière de bénéfices, à moins que la fiscalisation n'augmente de façon considérable, il sera difficile de faire respecter la règle selon laquelle on ne pourra dépasser la moyenne des deux années précédentes. Néanmoins, dans ce cas, il se produira probablement un « ajustement spontané » occasionné par la conjoncture, des instant où les bénéfices réels seront — à n'en pas douter — moindres que ceux des deux dernières années.

Mêmes remarques au sujet de la réduction des dépenses publiques. C'est-à-dire que l'état, en tant que patron de plus d'un demi-million de

fonctionnaires, devra lui aussi, au cours de 1974, faire front aux assauts d'incompréhensibles revendications. La réponse pourrait être : « Les salaires ont presque tous été relevés l'an passé ». C'est vrai, mais le coût de la vie est monté, collectivement de 13,5 % pendant l'année 1973.

Sur le plan du maintien de l'expansion économique, il nous semble que les mesures prévues paraissent équilibrées, surtout si l'éventuelle influence négative du contexte international est compensée par des opérations concrètes de planification qui pourraient être lancées dès la commencement même de la phase descendante du cycle.

Légaliser le droit de grève

EN d'autres termes, il faudrait maintenant fermer les grands projets sociaux en matière de travaux publics, infrastructure urbaine, logement, électricité, métallurgie, industrie automobile, papier, etc. Remplacer aux projets d'investissement, ne serait-ce que pour « voir venir » pendant quelques mois seulement, le revendeur à moyen terme. Mais, dans cette perspective d'une impulsion donnée aux investissements, les stimulants devraient se compléter et en même temps devenir plus efficaces. Entre autres, la flexibilité d'emploi peut être l'un des plus

importants. Dans les périodes de récession menaçante, plus que jamais et plus que tout autre facteur, jouent la crainte d'allonger les files des chômeurs, la crainte de l'absence de personnel des entreprises quand il n'y a pas de possibilité de le réduire à un moment donné. La modernisation radicale de l'économie espagnole exige cette flexibilité accrue, sujet que personne n'a abordé. Le régime est-il en train de « submerger » une partie des classes laborieuses par la garantie de l'emploi ? Ne peut-on voir une tentative de légitimation du « syndicalisme vertical » dans cette volonté de garantir tout poste de travail

occupé ? Voilà des questions auxquelles il serait intéressant d'apporter des réponses ; en ce qui nous concerne, j'y répondrais presque par l'affirmative, et pourtant, il est certain qu'il s'agit là de thèmes quasi tabous. Cependant, nous ne pouvons pas, dans ce cadre, nous limiter à une seule réponse, celle de notre déficiente sécurité sociale bureaucratique, de notre assurance-chômage mal organisée, etc. toutes questions indissolublement liées à la précédente. Mais l'obstacle fondamental à cette plus grande souplesse est désormais les mesures en ce pays, d'être une loi (je ne cite pas textuellement) : on devra également créer, d'urgence, d'autres lois et leur donner un cours légal nouveau.

Parallèlement également aux mesures de donner une impulsion aux investissements, nous regrettons les lacunes concernant l'entreprise publique, qui reste confinée dans son rôle de consommateur. Devant une phase difficile du cycle, on aurait pu avoir recours à elle comme arme décisive pour combattre les effets les plus contraires de la conjoncture. Dans le répertoire officiel, seul apparaît, et comme un recours très limité, le Fonds d'investissement public, composé de 14 milliards de pesetas (prévu dans le budget pour 1974), qui pourrait certainement avoir un effet multiplicateur significatif, mais qui s'écroulerait sûrement insuffisant pour combattre les effets d'une récession économique générale. Rien entendu, dans ce cas, comme à l'accoutumée, il faut attendre le développement des « mesures » et dans une phase ultérieure, l'activation de leurs conséquences logiques.

En ce qui concerne le troisième objectif, la répartition des revenus par le moyen du système fiscal, nous pensons que les mesures présentées ont un intérêt ; mais elles ne sont qu'un premier pas sur un long chemin. Pour aller plus avant, vers une automatique répartition fiscale, il faudrait introduire conjointement une participation politique d'une égale dimension. En d'autres termes, il serait bon de se souvenir du vieux principe anglo-saxon : « No taxation without representation ». Autrement, comment pourra-t-on prétendre à un meilleur contrôle des dépenses publiques à une plus grande justice, etc. ? En définitive, dans l'ensemble des mesures économiques prévues pour 1974, deux catégories se dégagent : les unes de caractère conjoncturel et à court terme (telles que les mesures aux prix et à la politique des revenus), les autres, qui relèvent de structures, mais qui devraient être envisagées, avec plus de justesse, dans

leur rôle modificateur de certains aspects du cadre institutionnel. Seules ces dernières, sans doute, offrent quelques nouveautés et indiquent peut-être une nouvelle voie plus rationnelle vers une certaine régulation politique de responsabilité collective ; elles peuvent laisser espérer que l'Espagne pourra effectivement se rapprocher de l'Europe, à long terme. Quand en juin 1973 ont intervenu le changement de gouvernement et que quelques amis me demandaient non seulement sur les possibilités réelles, j'avais en mémoire les valeurs de l'histoire d'Espagne, qui traitent respectivement de la période 1808-1814 et 1874-1878 et dont les titres si évocateurs sont la Bourgeoisie réactionnaire et la Bourgeoisie conservatrice. Dans la continuité immédiate de ces deux phases, si l'on considère le mouvement pendulaire de l'histoire de l'Espagne sur des périodes, il est vrai de dire que l'ère distincte, on peut dire que 1931-1939 fut une époque de répression pour les réformateurs, et que 1939-1973 prit clairement une signification dont le caractère prédominant est conservateur.

La vraie modernisation

Il est certain que les observateurs les plus critiques pourront aussi souligner des symptômes de simplification tout à fait opposés. Sans chercher plus loin, on voit que dans un contexte particulièrement tendu à la suite des événements bien connus de tous, il faudrait mentionner les récentes condamnations prononcées par le tribunal de l'ordre public contre les chefs de l'Ordre public, en application de lois dont la durée est difficilement comparable quand on dit qu'un pays est un pays moderne. Et malgré tout, on maintient en vigueur des dispositions permettant de prononcer des condamnations d'adultère, même « européennes » que ce qu'on tient pour des « délits » constitués, dans la majeure partie de l'Europe, de simples faits de la vie quotidienne. Il faudrait s'interroger — et je me suis dit que d'ailleurs le ferait plus largement et plus à fond — sur l'attitude future du nouveau gouvernement au plan politique. Il faudrait également se demander si les nouvelles mesures et les autres dispositions qui remplissent des charges importantes et qui ont tant pour l'Espagne de l'ouverture répondent aux espérances que tant de fois, leur adoption a suscitées. Il serait contradictoire de ne pas faire suivre les réformes et catégories déclaratoires sur la modernité du peuple espagnol d'un engagement véritablement significatif sur le chemin de la libération du débat autour des nouvelles perspectives d'élargissement des libertés et de l'évolution vers la démocratie. En conclusion, et toujours par rapport au thème de notre

La nouvelle période, qui s'est peut-être ouverte en juin 1973, confirmée par un nouveau changement de gouvernement quelques mois plus tard, serait-elle représentative d'une bonbonne nouvelle ? Il serait prématuré de l'affirmer, mais il n'y a pas non plus de raison de le nier catégoriquement. Si les signes de changements que nous avons étudiés se confirment, il s'affirmerait d'autres tendances, dont nous ne pouvons apprécier que les premières manifestations (notamment au contrôle des investissements étrangers, en octobre 1973, délimitations territoriales accordées le même mois, etc.), on pourrait aboutir à des transformations d'une importance non négligeable. Le rapprochement avec la Communauté européenne pose incontestablement le problème, et surtout on s'accorde de plus en plus à penser que, parallèlement à ce qui se produisit en 1967, quand s'acheva la période autarcique, 1973 peut marquer le terme de la phase d'expansionnisme passagère, mais il ne faut aucun doute qu'elle pourrait être extrêmement différente.

DANS CE DOSSIER

- P. 5. — Expansion économique et démocratisation, par Ramon Tamarit.
- P. 6. — Les conflits sociaux, par Wilfredo Solero.
- Les Commissions ouvrières, par E. et A. Lopez Campillo.
- P. 7. — Une nouvelle étape de la lutte populaire, par Jaime Martín.
- P. 8. — Les particularités du mouvement ouvrier, par Elena de la Souchère.
- P. 9. — L'Église, par le R.P. José María Díez Alegria.
- L'Opus Dei, par Jean Bécarrud.
- P. 10. — Le Phénix, par Christian Ruhl.
- Opus Dei, un succès de libéralisme, par Guy Goytissol.
- P. 11. — Une culture conditionnée, par Juan Goytissol.
- La dernière victoire de la démocratie, par Guy Hermet.

à 100 m. de la Porte Dauphine et de l'Avenue Foch

une résidence secondaire à Paris

30 appartements de luxe

Bureau de Vente

3, rue Colonne, Paris 16

Une agence de l'Union des Constructeurs

Agence de Vente, Paris 15, Tél. 27.46.46

Le développement des conflits sociaux

La stratégie des Commissions ouvrières

"AFRICAN LETTER"
The sole "confidential report" covering all of Africa: English and French speaking, Black and Arab.

Each week, news you do not see in the papers or hear on the radio. French, English and German editions.

Airmail subscription: £ 80 a year.
10, rue de Sévigné, 75004 Paris.

هذه من الاصل

Plats sociaux

ainsi dans la vie de la cité sa capacité de rébellion et de solidarité (à Santa-Coloma-de-Gramanet, la population a ainsi obtenu une nette amélioration des conditions sanitaires de cette ville-dortoir proche de Barcelone).

La classe ouvrière espagnole tend donc à se mêler aux autres couches de la société, tendance renforcée par l'imitation du standard de vie des couches moyennes, qui a été rendue

possible par l'élévation du niveau de vie. D'autre part, le caractère de « promotion sociale » qu'impliquent l'urbanisation massive des paysans et le passage d'une partie importante du prolétariat dans les couches moyennes renforce cette tendance d'intégration dans la société. Ainsi peut s'expliquer le fait que la plus grande partie des travailleurs n'ont pas conscience d'appartenir à une classe « constituée » par opposition aux autres classes (5).

Le syndicat officiel n'a pas été le seul à essayer de réduire l'autonomie de la classe ouvrière. Différents groupes et partis politiques, qu'ils soient catholiques de gauche jusqu'aux groupes gauchistes, en passant par socialistes et communistes, ont tenté d'aider les commissions ouvrières à se transformer en syndicat parallèle et clandestin. Sans succès, parce que, d'une part, le syndicat officiel continue à jouer un rôle utile comme médiation dans les conflits du travail, et que, d'autre part, il en va de

nisations clandestines a pu être interprété par les politiciens comme un apolitisme de la classe ouvrière, mais il semble plutôt indiquer une conscience claire de sa situation réelle en Espagne et de ses possibilités d'action, c'est-à-dire ce qu'elle appelle ordinairement une forte conscience de classe (?).

Cette conscience de classe semble si claire et les possibilités d'action des commissions ouvrières autonomes et importantes que certaines organisations politiques y ont vu plutôt

cent mille ouvriers émigrés, lesquels s'ajoutent aux deux cent mille chômeurs actuels, ce qui peut accentuer l'intensité des luttes ouvrières. Mais ce retour massif peut aussi accentuer les problèmes très graves qui se posent déjà d'urbanisation et d'infrastructure sociale. Si le gouvernement ferme après l'assassinat de Carrero Blanco, on parvient peut-être à maintenir l'essor économique, soit du relatif consensus social de la classe ouvrière, alors la situation peut redevenir conflictuelle et

uels
ille
té-
res.
usel
ves
et
ou-
nat
s à
rce
la
ton
ses

9

ur
ht
et
et
us
et
la

—
en
du
du

La médiation et l'autonomie

Il est intéressant de souligner que cette tendance à l'intégration sociale n'a pourtant pas bénéficié au syndicat officiel et étatique qui, depuis ses origines après la guerre civile de 1936-1939, a eu comme mission « d'intégrer les travailleurs des sociétés espagnoles » et s'est efforcé de servir la cause de transition à la constitution d'une économie de décision de la classe ouvrière. La capacité de décision et le dynamisme croissant qu'a montrés celle-ci depuis 1962 a rendu manifeste l'incapacité du syndicat officiel. Celui-ci a essayé de se transformer et, en 1968, le congrès syndical de

T'arrangea va préparer la nouvelle loi syndicale qui est rendue officielle en 1917. Indépendamment de la volonté du législateur, le médiateur officiel se trouve réduit à n'être que la « médiation légale et obligatoire » entre la classe ouvrière et le patronat on l'État. Dans les faits, il n'est donc plus que l'appareil de mesure des conflits sociaux, de faire aboutir les revendications, ce qui se fait dans une situation d'ambiguïté : accepté comme « médiateur légal » par les ouvriers, il est refusé par eux comme syndicat dans la mesure où ils craignent d'être manipulés et contrôlés par son intermédiaire (6).

réclamations des ouvriers dans chaque entreprise. D'ailleurs les efforts de décentralisation pour centraliser l'action des C.O. sur le plan régional ou local n'ont conduit jusqu'à présent qu'à les désorganiser car l'apparition de mots d'ordre politiques a accentué la répression et provoqué l'arrestation des principaux dirigeants ou leur mise en état de centralisation effectuée dans la clandestinité ont fait apparaître chez les représentants des groupes politiques des comportements qui n'ont pas été sans rappeler les manipulations habituelles du syndicat officiel. Ce rejet par le monde ouvrier de toute pénétration des orga-

Son caractère composé n'empêche pas la classe ouvrière espagnole d'avoir un comportement homogène et solidaire car elle a une activité revendicative très élevée et une forte autonomie par rapport à toute organisation politique et syndicale. C'est une classe en mouvement, en évolution, qui comportera d'ici dix ans plus de 60 % d'éléments d'origine paysanne. Cette composition ne semble pas devoir modifier son comportement. En revanche, la crise économique qui traverse l'ensemble de l'Europe risque de faire rentrer en Espagne un bon nombre de millions de chômeurs.

(5) Angel Pascual, *El retorno de emigrantes*, Nova Terra, Barcelona, (6) Voir à ce propos dans la revue *Travail* 1972, ce si, nous article la classe ouvrière espagnole.

(7) Julia Sanz Oliver, *Entre el frío y la esperanza. Las Comisiones Obreras de Barcelona*, Siglo Veintiuno, Madrid, 1972.

(8) Santiago Carrillo, *Hechos la 1982*, Ediciones sociales, Paris, 1982, 58 pages.

SC-
et
me
de
du
res

).

los
870.
Ref,
eur

is-
rus
972,
er-
972,

est
rie
des
se-
ves
bre
inc,
enti

is-
mit
180-
(A).

Développement des grèves révolutionnaires malgré la répression

LES modifications importantes survenues au sein du mouvement ouvrier espagnol ces dernières années ont eu des répercussions profondes et ont conduit en premier lieu de la dégradation de l'économie qui, depuis trois ans, affecte la situation des travailleurs. Les travailleurs espagnols ont subi les effets négatifs de la crise économique qui a débuté en 1975 et sont tombés dans la pratique pour un freinage des augmentations de salaires en report de la mise en œuvre de la loi sur la participation vertigineuse du coût de la vie. Selon les statistiques officielles, toujours en vigueur à la réalité, les prix avaient augmenté de 10,5 % en 1975, de 10,7 % en 1976 et, pour cette dernière année à elle seule, la hausse a été supérieure à 15 %. De ce fait, les effets des ajustements de salaires ont été négatifs et les travailleurs sont rapidement annulés.

Selon la revue *Cambio*, « la majorité des conventions d'ajustement se transforme en dévaluation des salaires ». Les salaires apparaissent chaque fois de plus en plus ridiculement bas. Ainsi, le

tion en janvier 1980, désignation de Juan Cero comme successeur de Franco, entrevue avec Nino, désignation de Nino comme successeur de Franco, verrement... Il s'agit chaque fois de préparer une monnaie française sous Franco. Pour laisser l'appareil d'état attaché, comme l'a été le chef de l'Estat.

A l'égard du peuple, et surtout de la classe ouvrière, la poursuite à continué à travers les années de la dictature d'un état. Jusqu'à, depuis 1945, il n'y avait eu en Espagne pas d'arrestations, d'incidents, de listes noires patronales, de listes noires syndicales, de listes noires de répression ont pris l'habitude de tirer sur les travailleurs. La liste des ouvriers assassinés ces dernières années est longue : elle comprend, entre le 1er octobre 1976 à Erandio, trois en juin 1976 à Grenada, un en décembre 1976 à Eibar, un en septembre 1977 à Madrid, un en septembre 1977 à Madrid, un en mars 1978 à El Ferrol, un en mars 1978 à San-Adrian, un en septembre 1978

Por JAIME MARTIN *

À Tarragone, A ces treize ouvriers, si fau-
sauter leur militants de l'EITA, quatre
étudiants assassinés par la police depuis
la répression de la manifestation contre la
colonisation espagnole en juin 1970, des
dizaines de blessés par balles ces der-
nières années et des milliers de détenus
et de torturés.

Cette façon répressif démontre
d'une façon concrète que le régime ne
s'est ni « libéralisé » ni « démocratisé »
comme certains rêvaient ou naïvement
pensaient. C'est pourquoi nous devons
œuvrer en ce lieu l'expérience qu'on
développement et cela n'a pu confirmer
dans la pratique ce qu'étaient signifié en
leur lutte pour la libération nationale et
autonominale — en particulier l'Opposition
syndicale ouvrière (OSO) — qui dénon-
cent comme suicidaire, provocatrice et
inutile pour le peuple catalan cette
tactique préconisée par les Commis-
sions ouvrières (C.O.).

ouvrières et le P.C.E. de Santiago de Chile ont fait que la crise de ce parti préfigure celle des premiers à avoir été équipés. L'absence de la direction influente déterminante sur la ligne des Commissions, grâce au contrôle et à la position prédominante qu'elle a eue, a permis de maintenir la ligne définitive, l'influence décisive que Cerrillo avait réussi à s'assurer et enfin l'arrêt de mort des Commissions. C'est pourquoi, dans le monde d'Espagne (sans peut-être en Catalogne), l'équipe dirigeante des Commissions était la majorité est liée au P.C.E., et elle a tout fait pour empêcher l'institution bureaucratique, elle pense peu à peu son influence et la possibilité de mobiliser de larges secteurs de la classe ouvrière.

Mais surtout, l'élément essentiel pour comprendre les transformations observées ces dernières années au sein du mouvement ouvrier espagnol est l'absence d'adoption d'une stratégie d'expansion en force d'un syndicalisme

lutte de la classe ouvrière espagnant par leur extension que par leur ouverture, d'ici ce moment, à la situation internationale.

L'année 1971, qui se termina par un total de dix-huit à vingt millions de grèves de grève, est marquée au printemps par le moment marquant de boycottage des élections du syndicat des enseignants (C.N.E.). Seule, les bureaucrates du C.N.E., le gouvernement franquiste, le C.I.S.C. et, bien sûr, la direction des élections ont refusé de reconnaître le droit de grève et ont tenté de parer aux élections. Toutes les autres organisations syndicales (C.N.T., U.G.T., USO, etc.) et les partis politiques ont soutenu l'appel à la grève et ont voté ces prétendues élections. Le résultat, les Commissions ouvrières revinrent isolées et en minorité.

En 1972, les grèves généralisées (la «*huelga*») de la «*mañana*» (le matin), qui présentaient des caractéristiques révolutionnaires. Les Commissions ouvrières, opposées aux méthodes de

le,
eur
gno

l de
ap-
de
des
r de
rap-
des

t. lui
prie-
ste
fig-
ment
entes

A A
pour
e un
sen
oy-
ou-
ib-

RE. —
u sein
A., s a
repa-
ce
ho et
tequi.
e aux
t. M
ation

108

Une nouvelle étape de la lutte populaire

Por JAIME MARTIN *

[illegible]

Le déclin des C.N.S.

LES Commissions avaient, dès 1969, conduit le mouvement ouvrier dans une impasse. L'alternative qu'elles proposaient, entre la démission et la révolte économique, syndicale et politique dépassée, n'était vraie qu'alla à jamais écarté. C'est ce qui explique que les masses les plus conscientes de l'époque n'aient pas voulu se laisser aller à ce qu'aujourd'hui l'on ne songe que l'ombre de ce qu'allaient fureter de 1962 à 1967. Les Commissions ouvrières étaient condamnées du fait de leur nature même et de leur rôle. Elles ne pouvaient pas leur sein. Dès la déroute, en effet, elles se sentaient déclarées en faveur de l'économie — dans un premier temps, celle qui permettait de continuer à vivre — et les hommes d'étrus. Mais, rapidement, dégoûté, pétitions, discussions dans les journaux socialistes, et surtout, elles se révélèrent inutiles et inefficaces. La structure verticale et bureaucratique de la C.N.S. empêchant toute transformation.

missions ouvrières

Bien plus, c'était une tactique qui ne conduisait qu'au renforcement et à la consolidation du syndicat vertical, même si elle était présentée comme un moyen de l'intérioriser. Il serait plus facile de la détruire, se prétendait-il, ce jeu.

Lutte participative au syndicat officiel et conditionnée chaque fois d'avantage par l'action des Commissions, qui se virent reconnaître le droit de faire des propositions économiques (les seules qui pouvaient être posées à l'intérieur) et de recourir à des méthodes de discussion et de pression pacifiques. Et cela au moment où le mouvement ouvrier commençait à lutter non seulement contre le syndicat vertical lui-même mais encore contre le régime franquiste en tant que tel. Les journaux, les journaux de la garde et de direction, les Commissions ouvrières allèrent à la rencontre des luttes ouvrières.

Elles glibèrent en outre les coups d'un répression qui du fait de sa distinction

En 1970, on a enregistré, selon les chiffres officiels bien en dessous de la réalité, mille six cents « conflits » au travail, qui ont représenté neuf millions d'heures de retard et auxquels ont participé plus de cinq cents mille ouvriers (au total, un volume du conflit supérieur à la période 1965-1969). Pendant cette même année, qui se termine par une victoire de la grève des cheministes, le procès de Burgos, se produit le gigantesque bond en avant dans la

L'Organisation ouvrière qui, à cette occasion, dirigea les manifestations et affrontements avec la police (2).

Le chiffre des heures de grève est de douze à quinze millions pour l'année 1972. Au mois de mars se tint la première conférence nationale de l'OSO, suppose un grand pas dans la constitution de cette organisation à l'échelle nationale. On se demande si les militants ne se désolidarisent pas de la lutte ratifiée pour adhérer au comité coordonné pro-FRAP (3).

Une année significative

Les luttes les plus importantes déroulèrent à Madrid. Le comité pro-FRAP a eu une manifestation de rue les environs d'Anton-Maria, où mille à quinze mille personnes se sont réunies à un déplacement de forces politiques opposés. Les manifestants avaient à leur tête des drapeaux de l'OS du P.G.E. (M-L) et républicains FRAP (Front révolutionnaire antifasciste et patriote), combattant pendant du

[illegible]

Le déclin des Commissions ouvrières



SODEXA

Distributeur officiel pour la vente :
aux Membres du Corps Diplomatique
et des Organisations Internationales
ainsi qu'aux clients se rendant en France
Exclusivement immatriculations spéciales CD et IT

Tél. 265.21.50 - Téléc. Peujoza 28.426
26, RUE CAMBACÉRÈS
B. P. 97-08
75362 PARIS CEDEX 08

différent. Tandis que les Commissions ouvrières, à la fin de 1969, continuèrent à déclarer : « Nous devons insister plus que jamais sur notre caractère de mouvement ouvert, non clandestin » et à considérer que « la nécessité d'imposer la légitimité de fait des commissions ouvrières dans tout mouvement de revendication objectif fondamentale du prolétariat » (1), proclamant ainsi leur volonté de travailler ouvertement, la dictature frappait sans aucun égard, au moyen d'actions de justice, d'abord les délégués et les comités d'entreprise, puis au niveau de la direction, processus qui s'accroît surtout à partir de la proclamation de l'état d'exception en 1980 et de la répression qui suit la loi de la répression du Burgin de la fin de 1970.

— Légalement parlant des Commissions, aujourd'hui encore, et à l'origine de, continue de flocculer et de

Un peu plus tard, eu début du mouvement d'arrêt, la police franquiste fit arrêter le directeur du bâtiment de la rue de la Basse, et à lui l'un d'entre eux. Dans toute la région industrielle de Barcelone se développe alors un mouvement unitaire de solidarité. Plus de cent mille travailleurs participent aux arrêts de travail et aux écotons. L'agitation s'étend pendant les semaines suivantes à la zone de Ripoll-Serdanya, où ont lieu des grèves et des manifestations importantes.

À la suite du mouvement de Sarrià, Adrian commence la préparation d'un 1^{er} mai. Tandis que les Commissions ouvrières et d'autres forces s'appellent à organiser une manifestation politique à Barcelone, l'OSO et le comité pro-FRAPAS appellent à un 1^{er} mai révolutionnaire. Des manifestations ont lieu à Madrid.

(Lire la suite page 8.)

jeur du
nologie

—

actuel
surrealist
Paris.)

numé-
directeur,
de la
nouvel
au plein
tembre-
se P.-L.-

J. GREY
informa-

Guy HERMET
les Communistes en Espagne

"Etude d'une richesse étonnante... ouvrage fondamental et qui joint à la précision et à la profondeur des analyses, la clarté et l'originalité de l'expression". (Le Monde)

la politique dans l'Espagne franquiste

est sans doute l'approche typologique de la nature
du régime franquiste". (Projet)

leu, 1180

l'affaire
le qu'on
d'indica
s'écroul
le ton :
aux jour
; décro
et s'ouv
il, cert
le capi
que tou
le pen
ses tou
re que
re de l
et pas
; l'appl
; d'au
réussit
condition
- 13, men
7 Paris.)

JAMES MARTIN.

CITE UNIVERSITAIRE

< PAVILLON DU LAC >

*Eutres, Bouillabaisse,
Poissons beurre blanc, Gibiers.*

Ouvert les jours. Terrasse chauffée.
28, rue Gamah (Face Montsouris)
988-38-32

Salle pour banquets, 10 à 48 couverts.

هكذا من الأجل

Espoirs et craintes de l'Eglise

avec les structures

à ces structures politiques, les collaborations avec le pouvoir politique restent toujours un facteur prépondérant et essentiel. Certains de ces changements de direction ont été effectués au sein des collaborations mêmes — peut-être l'obstacle le plus difficile à franchir.

L'avenir, ce sont les petites communautés spontanées de base. C'est là que se jouent les véritables transformations de l'Eglise. L'avenir, ce serait également l'évangélisation du monde occidental, qui est le véritable défi à relever. Mais, insuffisance, ou presque nulle. Voilà ce que pensent une grande partie de ces militants de la gauche virgilienne, qui ont une certaine culture modérée.

Au début de cette année 1974, il était considéré que cette Eglise avait perdu la mesure des transformations de crainte. La mesure, c'est le refus de tout engagement, c'est le refus de se faire fol, les capacités à être passifs, à avoir un nom de la justice, pour ne pas trahir leur conscience. C'est la mesure, c'est le refus du vocabulaire de l'évangile, l'anathème, le fratricide, de libération et de justice. Mais il faut entendre le poids de cette mesure, qui est la mesure de la conscience, dont le fait n'a pas la force de secouer la soumission à la société de consommation. C'est la mesure de la conscience, qui support par inertie à une structure hiérarchique enlevée, qui étouffe le mouvement de la conscience, qui ne permet pas de prévoir qui socialiserait une autre forme de ministère. On peut dire que la mesure, c'est la mesure de la conscience, n'est pas tellement le religieux que la consommation, le manipulation de la conscience, le peur de la conscience, le peur de la conscience.

Un dernier motif d'espérer, et qui n'est pas le moins, c'est l'appréhension du monde occidental, qui est le véritable défi à relever. Mais, insuffisance, ou presque nulle. Voilà ce que pensent une grande partie de ces militants de la gauche virgilienne, qui ont une certaine culture modérée.

Un dernier motif d'espérer, et qui n'est pas le moins, c'est l'appréhension du monde occidental, qui est le véritable défi à relever. Mais, insuffisance, ou presque nulle. Voilà ce que pensent une grande partie de ces militants de la gauche virgilienne, qui ont une certaine culture modérée.

[illegible]

de mardand.

Il est évident que pour socialisme ne se présentent pas se présenter comme le seul exemple d'une foi authentique. Mais, en ce cas, ce n'est pas Jésus-Christ qui est responsable et dans le joyeux de l'ère eschatologique conduits vers une option de classe. Le socialisme n'est pas l'option de Jésus-Christ n'a de sens qu'à partir du moment où l'on e vaincu toute forme d'aliénation. Le socialisme n'est qu'une option des maux donc nécessairement à luttuer de l'homme redécouvert contre l'exploitation de l'homme par l'homme. Dans le socialisme, le socialisme n'est que le bémol des apports de l'analyse marxiste. Il ne son arrivés à voir dans l'option de Jésus-Christ, le socialisme n'est qu'une option de classe. Le socialisme n'est qu'une option de classe. Le socialisme n'est qu'une option de classe.

Ces chrétiens ne prétendent pas à ce que leur option politique soit reconnommée par l'Eglise officielle. Ils ne prétendent pas à ce que leur option politique soit reconnommée par l'Eglise officielle. Ils ne prétendent pas à ce que leur option politique soit reconnommée par l'Eglise officielle.

Y parvenir assez, à mon avis, un pas décisif pour libérer l'Espagne espagnole des influences étrangères, pour lui faire reprendre gravement aujourd'hui encore la validité de son témoignage évangélique.

plusieurs membres de l'Opus Dei, la Cordille ne suit pas les adversaires de la «Obra» et constitue, au contraire, un gouvernement «modérateur» avec un «pro-président» l'armiral Carrero Blanco, lui évitant ainsi l'Opus Dei et tirant minutieusement dix-neuf qui est entre militants ou sympathisants. Des hommes proches de l'«Obra» accablent l'Espagne ainsi les leviers de commande de l'économie, de la culture nationale, de l'armée, les étrangers; le ministre de l'armée lui-même est un des proches de l'Opus Dei. Ces hommes ont un appui, un appui qui durera près de quatre ans.

(Lire la suite page 10)

(1) L'Opus Dei dans l'Espagne. «Parvenir à une certaine forme d'unité nationale».

(2) Ramon Tamames: *La República y la Era de Franco*, Alianza Universidad, Madrid, 1972. ..

L'éclipse de l'Opus Dei

récent (2). En 1957, deux ministres

(1) Louis Garçon, René Migoué : *« Pour une sociologie des courants politiques et la question de la Espagne actual », Sistema, Madrid, 1972, 4, 1972.*

(2) Ramon Tzuc : *« Les Républiques de l'Amérique Centrale », Franco, Alianza Universidad, Madrid, 1972.*

NGUYỄN KHÁC VIỆN

de la VII^e flotte aérienne, l'USSAG, qui dispose de plus de six cents avions de combat et d'une poignée de porte-avions, est relié ici par ligne directe au Strategic Air Command de Washington et à la Moisson Blanche. Jadis centre d'opération contre la piste Ho-Chi-Minh, la base abrite, outre ses six mille à six mille cinq cents avions, deux ordinateurs IBM-360, un système de radar infrarouge (TACAN) et un appareil DART qui permet de capter, via satellite, les messages des « renifleurs » (« sensors ») dissimulés en Indochine (5).

Puis, l'aérodrome, la base d'Udon rassemble la plus vaste concentration de personnel militaire en Thaïlande : huit mille vétérans américains et plusieurs milliers de militaires américains « stationnés ». Udon reste le centre des opérations de la CIA, au Laos et de contrôle de la guerre aérienne contre les bases thaïlandaises proches.

Des jets pétroliers sans arrêt dans le périmètre de sécurité, défilés par des barbelés. Prés des entrées principales, une chaîne de magasins à l'américaine offrent leurs denrées de base. Des deux côtés de la route s'échelonnent les bars « américains » ou personnels américains. Là, se mêlent spontanément les « métropolitains » : il y a des bars « français » et des bars « colombes », des bars noirs et des bars blancs, des bars hippies... De jeunes Thaïlandaises passent, manues, pendues au bras de pilotes d'Air America. Elles parlent anglais avec l'accent américain. Plusieurs centaines, venues tout droit des rizières, ont été enrôlées par contrat, certaines, défilées, les bars, les magasins et les barbelés, se louent aux militaires : ce sont les « épouses en location », les « hired wives », qui peuvent gagner jusqu'à 2.500 bahts par mois (environ 600 F). C'est le revenu moyen d'un paysan et bénéficiaire des produits hors loi du P.X. américaines (6). Les nouvelles filles, elles se lancent souvent dans les affaires... où elles réussissent traditionnellement mieux que les hommes.

« On a entrepris la construction de la base II y a quelques ans, nous dit un professeur de l'école normale d'Udon. Les « marines » sont arrivés voici dix ans, à cause de Laos. Aujourd'hui, il y a une petite ville tranquille. Voyez ce qu'ils en ont fait... »

Distorsion des valeurs culturelles

L'AGGLOMERATION (Udon-Tham) compte une dizaine de milliers d'habitants, dont plus de deux cents Chinois, commerçants pour la plupart. Outre les emplois fournis par la base et les services annexes, la présence américaine a suscité une multitude de bars, de cinémas, de bordels, de clubs divers. Vingt mille personnes environ ont été enrôlées par contrat. « Mais cela s'est fait au prix d'un violent détournement des valeurs culturelles. Les dépenses américaines sont énormes. La croissance de la ville s'est faite de façon très à l'ouest, c'est-à-dire à l'extérieur d'un « rectangle » qui représente l'ancien Udon. Les « marines » sont arrivés voici dix ans, à cause de Laos. Aujourd'hui, il y a une petite ville tranquille. Voyez ce qu'ils en ont fait... »

« La location d'une maison, qui revenait autrefois à 500 bahts, est maintenant d'environ 1.500 et 2.500 bahts. C'est-à-dire que le professeur de l'école normale, croyez-vous que les salaires ont suivi ? Je gagnais 3.900 bahts par mois au fin de carrière. Un nouveau débutant en gagne 800, un professeur 1.200 (je ne parle pas de la solde), un sous-officier entre 1.000 et 1.500 bahts... »

« Ses « normales » ont manifesté... contre le bruit des avions de réaction, sans paraître jamais remarquer que leur école volait avec un énorme réservoir de pétrole. Le vocaïme des réacteurs s'est estompé depuis lors, mais le réservoir reste une cible de choix... »

Déjà par les Américains en 1967 d'une petite capitale de recevoir des B-52, l'aéroport de Non-Phong, remis en service début 1973 par l'USAF, devait être restitué avant la fin de l'année à l'armée de l'air thaïlandaise, après le départ des deux mille cent « marines » américains et des quarante appareils militaires stationnés. Toutefois, nous croyons savoir que Non-Phong serait converti en centre d'entraînement pour des commandos d'infanterie en territoire khmère. Ces commandos, forts de vingt à vingt-cinq hommes armés de M-16 et de roquettes lance-grénades, seraient transportés sur place et recombés à la base par des hélicoptères Huey pour des opérations terrestres ponctuelles. La décision, prise peu avant les événements d'août, n'avait pas été remise en cause par le nouveau gouvernement.

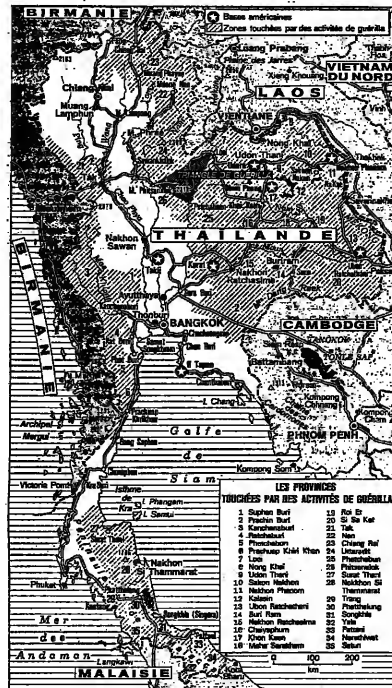
La « première phase » des retraits de troupes américaines de Thaïlande, depuis le fin août entre Bangkok et Washington, porte sur trois mille sept cent dix « marines » et cent dix appareils — ce qui est loin de compenser l'effacement des effectifs et du matériel militaires dans le pays, intervenu depuis le départ de l'USAF du Vietnam. Si bien que, Non-Phong excepté, les autres bases demeurent à la disposition des Américains : celle de Takli, à 220 kilomètres au nord de Bangkok (l'aéroport évacué en avril 1971), puis réouverte en juin 1972, elle abrite quelque cinq mille aviateurs, quatre-vingt-quatre Phantom,

ainsi que deux escadilles de vingt-cinq F-111 de l'aviation thaïlandaise ; celle d'Udon, en surplus du Cambodge et non loin de la frontière laotienne (à la hauteur de Pokai), où F-4 Phantom et AC-119 « Spectre » pourrissent du jour au lendemain reprenant leurs missions en territoire khmère et lao ; celle, encore, de Korat, plus à l'ouest, à la sortie de Nakhon-Ratchasima, où certaines escadilles de chasseurs et de chasseurs-bombardiers « légers » sont équipées d'appareils de détection pour la guerre électronique ; enfin, Don-Muang même, l'aéroport civil et militaire de Bangkok. Depuis l'arrivée, en juin-juillet 1972, d'avions-cargos militaires et d'un moins une escadille de C-135, il y a eu un tellement d'appareils de l'armée de Don-Muang que certains sont parvenus à proximité des pistes civiles, qu'ils utilisent.

Selon un rapport établi par MM. Lowenstein et Moore, enquêteurs du Sénat américain, fin mars (1973), 44 406 militaires américains étaient basés en Thaïlande (31 685 lors de la précédente visite des deux sénateurs, en janvier 1972). En

Unis pour entraîner et équiper la police thaïlandaise et la plus importante du monde, après le Vietnam du Sud (7). L'U.S. MACTHAI (Military Assistance Command Thailand), qui emploie 550 personnes, fournit le support administratif aux opérations militaires américaines en Thaïlande et conseille en matière de contre-insurrection. Des forces spéciales « américaines » assurent dans huit camps disséminés dans le royaume l'entraînement des « Indigènes » thaïlandais, laotiens et cambodgiens. Quant au Military Advisory Group, ses conseillers sont répartis dans les trois armes — terre, air, mer — de l'armée royale, et, dans l'armée de terre, on les trouve à tous les échelons supérieurs, à partir de celui du régiment. Selon le rapport de MM. Moore et Lowenstein, « instructeurs » et « conseillers » seraient 600 environ, mais d'autres observateurs estiment que leur nombre est proche du mille (8).

C'est donc à un véritable noyau militaire que se livrent les Américains, qui tout à la fois tiennent les cordons de la bourse et veillent au bon usage de leurs libéralités. Entre 1950 et 1971, 10 514 millions thaïlandais ont reçu une formation aux Etats-Unis.



outre, 2 321 soldats américains et 4 941 Thaïlandais étaient affectés à cette date à la sécurité des bases. Pourtant, le chiffre de cratères d'impact par le Congrès américain est de 32 000. « L'exagération, font remarquer les sénateurs, est considérable... »

Washington est le premier employeur du royaume après le gouvernement thaïlandais. Le maréchal Thanom démissionnaire, en août dernier, que 80 000 à 100 000 civils thaïlandais travaillent directement ou indirectement pour l'armée américaine dans le pays. Le N.E.D.B. (National Economic Development Board), bureau de développement économique national thaïlandais a calculé que, à toutes les forces américaines se retirant des bases, le taux de chômage atteindrait 15 à 20 %.

Toutefois, la présence américaine ne se limite ni aux bases ni aux activités annexes qu'elles suscitent. Une bonne partie de l'effort américain est portée sur le développement, la formation, l'équipement, l'entraînement, voire la direction des opérations, de la police dont les effectifs sont 90 000 hommes — ont triplé en quinze ans, de l'année fondée en 1972 à 180 000 hommes et des forces paramilitaires. « L'effort fait par les Etats-

Dans ce pays sous-développé, où une minuscule élite est capable à tout régenter, le contrôle de celle-ci est d'une importance vitale. Aussi n'est-il guère surprenant de 11,6, d'où on a pu constater un journal de Bangkok, publié à l'occasion de la fête de l'indépendance américaine : « Prés de la moitié des Thaïlandais qui ont étudié à l'étranger, les Etats-Unis (9), sont les Etats-Unis (10), sont les Etats-Unis (11), sont les Etats-Unis (12), sont les Etats-Unis (13), sont les Etats-Unis (14), sont les Etats-Unis (15), sont les Etats-Unis (16), sont les Etats-Unis (17), sont les Etats-Unis (18), sont les Etats-Unis (19), sont les Etats-Unis (20), sont les Etats-Unis (21), sont les Etats-Unis (22), sont les Etats-Unis (23), sont les Etats-Unis (24), sont les Etats-Unis (25), sont les Etats-Unis (26), sont les Etats-Unis (27), sont les Etats-Unis (28), sont les Etats-Unis (29), sont les Etats-Unis (30), sont les Etats-Unis (31), sont les Etats-Unis (32), sont les Etats-Unis (33), sont les Etats-Unis (34), sont les Etats-Unis (35), sont les Etats-Unis (36), sont les Etats-Unis (37), sont les Etats-Unis (38), sont les Etats-Unis (39), sont les Etats-Unis (40), sont les Etats-Unis (41), sont les Etats-Unis (42), sont les Etats-Unis (43), sont les Etats-Unis (44), sont les Etats-Unis (45), sont les Etats-Unis (46), sont les Etats-Unis (47), sont les Etats-Unis (48), sont les Etats-Unis (49), sont les Etats-Unis (50), sont les Etats-Unis (51), sont les Etats-Unis (52), sont les Etats-Unis (53), sont les Etats-Unis (54), sont les Etats-Unis (55), sont les Etats-Unis (56), sont les Etats-Unis (57), sont les Etats-Unis (58), sont les Etats-Unis (59), sont les Etats-Unis (60), sont les Etats-Unis (61), sont les Etats-Unis (62), sont les Etats-Unis (63), sont les Etats-Unis (64), sont les Etats-Unis (65), sont les Etats-Unis (66), sont les Etats-Unis (67), sont les Etats-Unis (68), sont les Etats-Unis (69), sont les Etats-Unis (70), sont les Etats-Unis (71), sont les Etats-Unis (72), sont les Etats-Unis (73), sont les Etats-Unis (74), sont les Etats-Unis (75), sont les Etats-Unis (76), sont les Etats-Unis (77), sont les Etats-Unis (78), sont les Etats-Unis (79), sont les Etats-Unis (80), sont les Etats-Unis (81), sont les Etats-Unis (82), sont les Etats-Unis (83), sont les Etats-Unis (84), sont les Etats-Unis (85), sont les Etats-Unis (86), sont les Etats-Unis (87), sont les Etats-Unis (88), sont les Etats-Unis (89), sont les Etats-Unis (90), sont les Etats-Unis (91), sont les Etats-Unis (92), sont les Etats-Unis (93), sont les Etats-Unis (94), sont les Etats-Unis (95), sont les Etats-Unis (96), sont les Etats-Unis (97), sont les Etats-Unis (98), sont les Etats-Unis (99), sont les Etats-Unis (100), sont les Etats-Unis (101), sont les Etats-Unis (102), sont les Etats-Unis (103), sont les Etats-Unis (104), sont les Etats-Unis (105), sont les Etats-Unis (106), sont les Etats-Unis (107), sont les Etats-Unis (108), sont les Etats-Unis (109), sont les Etats-Unis (110), sont les Etats-Unis (111), sont les Etats-Unis (112), sont les Etats-Unis (113), sont les Etats-Unis (114), sont les Etats-Unis (115), sont les Etats-Unis (116), sont les Etats-Unis (117), sont les Etats-Unis (118), sont les Etats-Unis (119), sont les Etats-Unis (120), sont les Etats-Unis (121), sont les Etats-Unis (122), sont les Etats-Unis (123), sont les Etats-Unis (124), sont les Etats-Unis (125), sont les Etats-Unis (126), sont les Etats-Unis (127), sont les Etats-Unis (128), sont les Etats-Unis (129), sont les Etats-Unis (130), sont les Etats-Unis (131), sont les Etats-Unis (132), sont les Etats-Unis (133), sont les Etats-Unis (134), sont les Etats-Unis (135), sont les Etats-Unis (136), sont les Etats-Unis (137), sont les Etats-Unis (138), sont les Etats-Unis (139), sont les Etats-Unis (140), sont les Etats-Unis (141), sont les Etats-Unis (142), sont les Etats-Unis (143), sont les Etats-Unis (144), sont les Etats-Unis (145), sont les Etats-Unis (146), sont les Etats-Unis (147), sont les Etats-Unis (148), sont les Etats-Unis (149), sont les Etats-Unis (150), sont les Etats-Unis (151), sont les Etats-Unis (152), sont les Etats-Unis (153), sont les Etats-Unis (154), sont les Etats-Unis (155), sont les Etats-Unis (156), sont les Etats-Unis (157), sont les Etats-Unis (158), sont les Etats-Unis (159), sont les Etats-Unis (160), sont les Etats-Unis (161), sont les Etats-Unis (162), sont les Etats-Unis (163), sont les Etats-Unis (164), sont les Etats-Unis (165), sont les Etats-Unis (166), sont les Etats-Unis (167), sont les Etats-Unis (168), sont les Etats-Unis (169), sont les Etats-Unis (170), sont les Etats-Unis (171), sont les Etats-Unis (172), sont les Etats-Unis (173), sont les Etats-Unis (174), sont les Etats-Unis (175), sont les Etats-Unis (176), sont les Etats-Unis (177), sont les Etats-Unis (178), sont les Etats-Unis (179), sont les Etats-Unis (180), sont les Etats-Unis (181), sont les Etats-Unis (182), sont les Etats-Unis (183), sont les Etats-Unis (184), sont les Etats-Unis (185), sont les Etats-Unis (186), sont les Etats-Unis (187), sont les Etats-Unis (188), sont les Etats-Unis (189), sont les Etats-Unis (190), sont les Etats-Unis (191), sont les Etats-Unis (192), sont les Etats-Unis (193), sont les Etats-Unis (194), sont les Etats-Unis (195), sont les Etats-Unis (196), sont les Etats-Unis (197), sont les Etats-Unis (198), sont les Etats-Unis (199), sont les Etats-Unis (200), sont les Etats-Unis (201), sont les Etats-Unis (202), sont les Etats-Unis (203), sont les Etats-Unis (204), sont les Etats-Unis (205), sont les Etats-Unis (206), sont les Etats-Unis (207), sont les Etats-Unis (208), sont les Etats-Unis (209), sont les Etats-Unis (210), sont les Etats-Unis (211), sont les Etats-Unis (212), sont les Etats-Unis (213), sont les Etats-Unis (214), sont les Etats-Unis (215), sont les Etats-Unis (216), sont les Etats-Unis (217), sont les Etats-Unis (218), sont les Etats-Unis (219), sont les Etats-Unis (220), sont les Etats-Unis (221), sont les Etats-Unis (222), sont les Etats-Unis (223), sont les Etats-Unis (224), sont les Etats-Unis (225), sont les Etats-Unis (226), sont les Etats-Unis (227), sont les Etats-Unis (228), sont les Etats-Unis (229), sont les Etats-Unis (230), sont les Etats-Unis (231), sont les Etats-Unis (232), sont les Etats-Unis (233), sont les Etats-Unis (234), sont les Etats-Unis (235), sont les Etats-Unis (236), sont les Etats-Unis (237), sont les Etats-Unis (238), sont les Etats-Unis (239), sont les Etats-Unis (240), sont les Etats-Unis (241), sont les Etats-Unis (242), sont les Etats-Unis (243), sont les Etats-Unis (244), sont les Etats-Unis (245), sont les Etats-Unis (246), sont les Etats-Unis (247), sont les Etats-Unis (248), sont les Etats-Unis (249), sont les Etats-Unis (250), sont les Etats-Unis (251), sont les Etats-Unis (252), sont les Etats-Unis (253), sont les Etats-Unis (254), sont les Etats-Unis (255), sont les Etats-Unis (256), sont les Etats-Unis (257), sont les Etats-Unis (258), sont les Etats-Unis (259), sont les Etats-Unis (260), sont les Etats-Unis (261), sont les Etats-Unis (262), sont les Etats-Unis (263), sont les Etats-Unis (264), sont les Etats-Unis (265), sont les Etats-Unis (266), sont les Etats-Unis (267), sont les Etats-Unis (268), sont les Etats-Unis (269), sont les Etats-Unis (270), sont les Etats-Unis (271), sont les Etats-Unis (272), sont les Etats-Unis (273), sont les Etats-Unis (274), sont les Etats-Unis (275), sont les Etats-Unis (276), sont les Etats-Unis (277), sont les Etats-Unis (278), sont les Etats-Unis (279), sont les Etats-Unis (280), sont les Etats-Unis (281), sont les Etats-Unis (282), sont les Etats-Unis (283), sont les Etats-Unis (284), sont les Etats-Unis (285), sont les Etats-Unis (286), sont les Etats-Unis (287), sont les Etats-Unis (288), sont les Etats-Unis (289), sont les Etats-Unis (290), sont les Etats-Unis (291), sont les Etats-Unis (292), sont les Etats-Unis (293), sont les Etats-Unis (294), sont les Etats-Unis (295), sont les Etats-Unis (296), sont les Etats-Unis (297), sont les Etats-Unis (298), sont les Etats-Unis (299), sont les Etats-Unis (300), sont les Etats-Unis (301), sont les Etats-Unis (302), sont les Etats-Unis (303), sont les Etats-Unis (304), sont les Etats-Unis (305), sont les Etats-Unis (306), sont les Etats-Unis (307), sont les Etats-Unis (308), sont les Etats-Unis (309), sont les Etats-Unis (310), sont les Etats-Unis (311), sont les Etats-Unis (312), sont les Etats-Unis (313), sont les Etats-Unis (314), sont les Etats-Unis (315), sont les Etats-Unis (316), sont les Etats-Unis (317), sont les Etats-Unis (318), sont les Etats-Unis (319), sont les Etats-Unis (320), sont les Etats-Unis (321), sont les Etats-Unis (322), sont les Etats-Unis (323), sont les Etats-Unis (324), sont les Etats-Unis (325), sont les Etats-Unis (326), sont les Etats-Unis (327), sont les Etats-Unis (328), sont les Etats-Unis (329), sont les Etats-Unis (330), sont les Etats-Unis (331), sont les Etats-Unis (332), sont les Etats-Unis (333), sont les Etats-Unis (334), sont les Etats-Unis (335), sont les Etats-Unis (336), sont les Etats-Unis (337), sont les Etats-Unis (338), sont les Etats-Unis (339), sont les Etats-Unis (340), sont les Etats-Unis (341), sont les Etats-Unis (342), sont les Etats-Unis (343), sont les Etats-Unis (344), sont les Etats-Unis (345), sont les Etats-Unis (346), sont les Etats-Unis (347), sont les Etats-Unis (348), sont les Etats-Unis (349), sont les Etats-Unis (350), sont les Etats-Unis (351), sont les Etats-Unis (352), sont les Etats-Unis (353), sont les Etats-Unis (354), sont les Etats-Unis (355), sont les Etats-Unis (356), sont les Etats-Unis (357), sont les Etats-Unis (358), sont les Etats-Unis (359), sont les Etats-Unis (360), sont les Etats-Unis (361), sont les Etats-Unis (362), sont les Etats-Unis (363), sont les Etats-Unis (364), sont les Etats-Unis (365), sont les Etats-Unis (366), sont les Etats-Unis (367), sont les Etats-Unis (368), sont les Etats-Unis (369), sont les Etats-Unis (370), sont les Etats-Unis (371), sont les Etats-Unis (372), sont les Etats-Unis (373), sont les Etats-Unis (374), sont les Etats-Unis (375), sont les Etats-Unis (376), sont les Etats-Unis (377), sont les Etats-Unis (378), sont les Etats-Unis (379), sont les Etats-Unis (380), sont les Etats-Unis (381), sont les Etats-Unis (382), sont les Etats-Unis (383), sont les Etats-Unis (384), sont les Etats-Unis (385), sont les Etats-Unis (386), sont les Etats-Unis (387), sont les Etats-Unis (388), sont les Etats-Unis (389), sont les Etats-Unis (390), sont les Etats-Unis (391), sont les Etats-Unis (392), sont les Etats-Unis (393), sont les Etats-Unis (394), sont les Etats-Unis (395), sont les Etats-Unis (396), sont les Etats-Unis (397), sont les Etats-Unis (398), sont les Etats-Unis (399), sont les Etats-Unis (400), sont les Etats-Unis (401), sont les Etats-Unis (402), sont les Etats-Unis (403), sont les Etats-Unis (404), sont les Etats-Unis (405), sont les Etats-Unis (406), sont les Etats-Unis (407), sont les Etats-Unis (408), sont les Etats-Unis (409), sont les Etats-Unis (410), sont les Etats-Unis (411), sont les Etats-Unis (412), sont les Etats-Unis (413), sont les Etats-Unis (414), sont les Etats-Unis (415), sont les Etats-Unis (416), sont les Etats-Unis (417), sont les Etats-Unis (418), sont les Etats-Unis (419), sont les Etats-Unis (420), sont les Etats-Unis (421), sont les Etats-Unis (422), sont les Etats-Unis (423), sont les Etats-Unis (424), sont les Etats-Unis (425), sont les Etats-Unis (426), sont les Etats-Unis (427), sont les Etats-Unis (428), sont les Etats-Unis (429), sont les Etats-Unis (430), sont les Etats-Unis (431), sont les Etats-Unis (432), sont les Etats-Unis (433), sont les Etats-Unis (434), sont les Etats-Unis (435), sont les Etats-Unis (436), sont les Etats-Unis (437), sont les Etats-Unis (438), sont les Etats-Unis (439), sont les Etats-Unis (440), sont les Etats-Unis (441), sont les Etats-Unis (442), sont les Etats-Unis (443), sont les Etats-Unis (444), sont les Etats-Unis (445), sont les Etats-Unis (446), sont les Etats-Unis (447), sont les Etats-Unis (448), sont les Etats-Unis (449), sont les Etats-Unis (450), sont les Etats-Unis (451), sont les Etats-Unis (452), sont les Etats-Unis (453), sont les Etats-Unis (454), sont les Etats-Unis (455), sont les Etats-Unis (456), sont les Etats-Unis (457), sont les Etats-Unis (458), sont les Etats-Unis (459), sont les Etats-Unis (460), sont les Etats-Unis (461), sont les Etats-Unis (462), sont les Etats-Unis (463), sont les Etats-Unis (464), sont les Etats-Unis (465), sont les Etats-Unis (466), sont les Etats-Unis (467), sont les Etats-Unis (468), sont les Etats-Unis (469), sont les Etats-Unis (470), sont les Etats-Unis (471), sont les Etats-Unis (472), sont les Etats-Unis (473), sont les Etats-Unis (474), sont les Etats-Unis (475), sont les Etats-Unis (476), sont les Etats-Unis (477), sont les Etats-Unis (478), sont les Etats-Unis (479), sont les Etats-Unis (480), sont les Etats-Unis (481), sont les Etats-Unis (482), sont les Etats-Unis (483), sont les Etats-Unis (484), sont les Etats-Unis (485), sont les Etats-Unis (486), sont les Etats-Unis (487), sont les Etats-Unis (488), sont les Etats-Unis (489), sont les Etats-Unis (490), sont les Etats-Unis (491), sont les Etats-Unis (492), sont les Etats-Unis (493), sont les Etats-Unis (494), sont les Etats-Unis (495), sont les Etats-Unis (496), sont les Etats-Unis (497), sont les Etats-Unis (498), sont les Etats-Unis (499), sont les Etats-Unis (500), sont les Etats-Unis (501), sont les Etats-Unis (502), sont les Etats-Unis (503), sont les Etats-Unis (504), sont les Etats-Unis (505), sont les Etats-Unis (506), sont les Etats-Unis (507), sont les Etats-Unis (508), sont les Etats-Unis (509), sont les Etats-Unis (510), sont les Etats-Unis (511), sont les Etats-Unis (512), sont les Etats-Unis (513), sont les Etats-Unis (514), sont les Etats-Unis (515), sont les Etats-Unis (516), sont les Etats-Unis (517), sont les Etats-Unis (518), sont les Etats-Unis (519), sont les Etats-Unis (520), sont les Etats-Unis (521), sont les Etats-Unis (522), sont les Etats-Unis (523), sont les Etats-Unis (524), sont les Etats-Unis (525), sont les Etats-Unis (526), sont les Etats-Unis (527), sont les Etats-Unis (528), sont les Etats-Unis (529), sont les Etats-Unis (530), sont les Etats-Unis (531), sont les Etats-Unis (532), sont les Etats-Unis (533), sont les Etats-Unis (534), sont les Etats-Unis (535), sont les Etats-Unis (536), sont les Etats-Unis (537), sont les Etats-Unis (538), sont les Etats-Unis (539), sont les Etats-Unis (540), sont les Etats-Unis (541), sont les Etats-Unis (542), sont les Etats-Unis (543), sont les Etats-Unis (544), sont les Etats-Unis (545), sont les Etats-Unis (546), sont les Etats-Unis (547), sont les Etats-Unis (548), sont les Etats-Unis (549), sont les Etats-Unis (550), sont les Etats-Unis (551), sont les Etats-Unis (552), sont les Etats-Unis (553), sont les Etats-Unis (554), sont les Etats-Unis (555), sont les Etats-Unis (556), sont les Etats-Unis (557), sont les Etats-Unis (558), sont les Etats-Unis (559), sont les Etats-Unis (560), sont les Etats-Unis (561), sont les Etats-Unis (562), sont les Etats-Unis (563), sont les Etats-Unis (564), sont les Etats-Unis (565), sont les Etats-Unis (566), sont les Etats-Unis (567), sont les Etats-Unis (568), sont les Etats-Unis (569), sont les Etats-Unis (570), sont les Etats-Unis (571), sont les Etats-Unis (572), sont les Etats-Unis (573), sont les Etats-Unis (574), sont les Etats-Unis (575), sont les Etats-Unis (576), sont les Etats-Unis (577), sont les Etats-Unis (578), sont les Etats-Unis (579), sont les Etats-Unis (580), sont les Etats-Unis (581), sont les Etats-Unis (582), sont les Etats-Unis (583), sont les Etats-Unis (584), sont les Etats-Unis (585), sont les Etats-Unis (586), sont les Etats-Unis (587), sont les Etats-Unis (588), sont les Etats-Unis (589), sont les Etats-Unis (590), sont les Etats-Unis (591), sont les Etats-Unis (592), sont les Etats-Unis (593), sont les Etats-Unis (594), sont les Etats-Unis (595), sont les Etats-Unis (596), sont les Etats-Unis (597), sont les Etats-Unis (598), sont les Etats-Unis (599), sont les Etats-Unis (600), sont les Etats-Unis (601), sont les Etats-Unis (602), sont les Etats-Unis (603), sont les Etats-Unis (604), sont les Etats-Unis (605), sont les Etats-Unis (606), sont les Etats-Unis (607), sont les Etats-Unis (608), sont les Etats-Unis (609), sont les Etats-Unis (610), sont les Etats-Unis (611), sont les Etats-Unis (612), sont les Etats-Unis (613), sont les Etats-Unis (614), sont les Etats-Unis (615), sont les Etats-Unis (616), sont les Etats-Unis (617), sont les Etats-Unis (618), sont les Etats-Unis (619), sont les Etats-Unis (620), sont les Etats-Unis (621), sont les Etats-Unis (622), sont les Etats-Unis (623), sont les Etats-Unis (624), sont les Etats-Unis (625), sont les Etats-Unis (626), sont les Etats-Unis (627), sont les Etats-Unis (628), sont les Etats-Unis (629), sont les Etats-Unis (630), sont les Etats-Unis (631), sont les Etats-Unis (632), sont les Etats-Unis (633), sont les Etats-Unis (634), sont les Etats-Unis (635), sont les Etats-Unis (636), sont les Etats-Unis (637), sont les Etats-Unis (638), sont les Etats-Unis (639), sont les Etats-Unis (640), sont les Etats-Unis (641), sont les Etats-Unis (642), sont les Etats-Unis (643), sont les Etats-Unis (644), sont les Etats-Unis (645), sont les Etats-Unis (646), sont les Etats-Unis (647), sont les Etats-Unis (648), sont les Etats-Unis (649), sont les Etats-Unis (650), sont les Etats-Unis (651), sont les Etats-Unis (652), sont les Etats-Unis (653), sont les Etats-Unis (654), sont les Etats-Unis (655), sont les Etats-Unis (656), sont les Etats-Unis (657), sont les Etats-Unis (658), sont les Etats-Unis (659), sont les Etats-Unis (660), sont les Etats-Unis (661), sont les Etats-Unis (662), sont les Etats-Unis (663), sont les Etats-Unis (664), sont les Etats-Unis (665), sont les Etats-Unis (666), sont les Etats-Unis (667), sont les Etats-Unis (668), sont les Etats-Unis (669), sont les Etats-Unis (670), sont les Etats-Unis (671), sont les Etats-Unis (672), sont les Etats-Unis (673), sont les Etats-Unis (674), sont les Etats-Unis (675), sont les Etats-Unis (676), sont les Etats-Unis (677), sont les Etats-Unis (678), sont les Etats-Unis (679), sont les Etats-Unis (680), sont les Etats-Unis (681), sont les Etats-Unis (682), sont les Etats-Unis (683), sont les Etats-Unis (684), sont les Etats-Unis (685), sont les Etats-Unis (686), sont les Etats-Unis (687), sont les Etats-Unis (688), sont les Etats-Unis (689), sont les Etats-Unis (690), sont les Etats-Unis (691), sont les Etats-Unis (692), sont les Etats-Unis (693), sont les Etats-Unis (694), sont les Etats-Unis (695), sont les Etats-Unis (696), sont les Etats-Unis (697), sont les Etats-Unis (698), sont les Etats-Unis (699), sont les Etats-Unis (700), sont les Etats-Unis (701), sont les Etats-Unis (702), sont les Etats-Unis (703), sont les Etats-Unis (704), sont les Etats-Unis (705), sont les Etats-Unis (706), sont les Etats-Unis (707), sont les Etats-Unis (708), sont les Etats-Unis (709), sont les Etats-Unis (710), sont les Etats-Unis (711), sont les Etats-Unis (712), sont les Etats-Unis (713), sont les Etats-Unis (714), sont les Etats-Unis (715), sont les Etats-Unis (716), sont les Etats-Unis (717), sont les Etats-Unis (718), sont les Etats-Unis (719), sont les Etats-Unis (720), sont les Etats-Unis (721), sont les Etats-Unis (722), sont les Etats-Unis (723), sont les Etats-Unis (724), sont les Etats-Unis (725), sont les Etats-Unis (726), sont les Etats-Unis (727), sont les Etats-Unis (728), sont les Etats-Unis (729), sont les Etats-Unis (730), sont les Etats-Unis (731), sont les Etats-Unis (732), sont les Etats-Unis (733), sont les Etats-Unis (734), sont les Etats-Unis (735), sont les Etats-Unis (736), sont les Etats-Unis (737), sont les Etats-Unis (738), sont les Etats-Unis (739), sont les Etats-Unis (740), sont les Etats-Unis (741), sont les Etats-Unis (742), sont les Etats-Unis (743), sont les Etats-Unis (744), sont les Etats-Unis (745), sont les Etats-Unis (746), sont les Etats-Unis (747), sont les Etats-Unis (748), sont les Etats-Unis (749), sont les Etats-Unis (750), sont les Etats-Unis (751), sont les Etats-Unis (752), sont les Etats-Unis (753), sont les Etats-Unis (754), sont les Etats-Unis (755), sont les Etats-Unis (756), sont les Etats-Unis (757), sont les Etats-Unis (758), sont les Etats-Unis (759), sont les Etats-Unis (760), sont les Etats-Unis (761), sont les Etats-Unis (762), sont les Etats-Unis (763), sont les Etats-Unis (764), sont les Etats-Unis (765), sont les Etats-Unis (766), sont les Etats-Unis (767), sont les Etats-Unis (768), sont les Etats-Unis (769), sont les Etats-Unis (770), sont les Etats-Unis (771), sont les Etats-Unis (772), sont les Etats-Unis (773), sont les Etats-Unis (774), sont les Etats-Unis (775), sont les Etats-Unis (776), sont les Etats-Unis (777), sont les Etats-Unis (778), sont les Etats-Unis (779), sont les Etats-Unis (780), sont les Etats-Unis (781), sont les Etats-Unis (782), sont les Etats-Unis (783), sont les Etats-Unis (784), sont les Etats-Unis (785), sont les Etats-Unis (786), sont les Etats-Unis (787), sont les Etats-Unis (788), sont les Etats-Unis (789), sont les Etats-Unis (790), sont les Etats-Unis (791), sont les Etats-Unis (792), sont les Etats-Unis (793), sont les Etats-Unis (794), sont les Etats-Unis (795), sont les Etats-Unis (796), sont les Etats-Unis (797), sont les Etats-Unis (798), sont les Etats-Unis (799), sont les Etats-Unis (800), sont les Etats-Unis (801), sont les Etats-Unis (802), sont les Etats-Unis (803), sont les Etats-Unis (804), sont les Etats-Unis (805), sont les Etats-Unis (806), sont les Etats-Unis (807), sont les Etats-Unis (808), sont les Etats-Unis (809), sont les Etats-Unis (810), sont les

... (60) ...

(continued)

[illegible]

Supplément

SÉNÉGAL

Les atouts du développement



L'administration moteur de l'expansion économique ?

Par JEAN-CLAUDE GAUTRON *



M. LÉOPOLD SÉDAR SENGHOR, président de la République sénégalaise.

LES OBJECTIFS DU QUATRIÈME PLAN

L'agriculture conserve la priorité

Par JEAN DE LA GUERIVIERE

L'agriculture a commencé en 1961 au Sénégal. Le IV^e plan quinquennal, qui va de juillet 1973 à juillet 1977, prévoit des investissements s'élevant à 178 milliards de francs C.F.A. soit une moyenne annuelle d'investissements de plus de 44 milliards. Le gouvernement de Dakar s'efforcera de consacrer le IV^e plan fin de 30 milliards après réajustement.

Avec 65 milliards et demi, l'agriculture conserve la priorité des investissements dans le développement. Les principaux objectifs sont la recherche de techniques nouvelles, la diversification des récoltes, l'étude des dimensions des exploitations les plus appropriées au pays et l'intensification de la productivité de l'arachide et du mil.

Le plan vise à une production annuelle de 1 100 000 tonnes d'arachide, grâce à l'implantation du régime forcé et à l'utilisation de variétés adaptées aux conditions climatiques du pays. Les principales opérations de développement auront lieu dans les régions de Saint-Louis et de Louga-Schier. L'amélioration de la production du mil et du sorgho devrait être facilitée par une augmentation de 10 à 15 % par an des superficies cultivées.

Instruit par la pénurie alimentaire dont ont souffert les Sénégalais à cause de la sécheresse, le gouvernement de Dakar s'efforcera de diversifier les cultures secondaires : riz, maïs, pois, haricots, etc. Un effort particulier est prévu dans le domaine des cultures fruitières. Le IV^e plan prévoit une intensification des cultures en vergers, notamment en manges. Au terme du plan, la production de bananes, qui est actuellement de 600 tonnes par an, devrait doubler.

Portement élargi par la sécheresse, le cheptel était estimé en juillet à 2,5 millions de têtes, contre 2 millions il y a deux ans. Le plan en cours prévoit des investissements de 600 millions de francs C.F.A. pour le développement de l'élevage. Les principaux projets ont trait à l'amélioration de l'élevage au cheptel actuellement affecté par la péripneumonie, les

L'ADMINISTRATION sénégalaise fut avant tout un moyen de développement politique, d'abord à l'époque coloniale. Stimulée par l'urgence d'un grand nombre de diplomates, qui ne trouvaient que peu de débouchés dans la vie économique active, encouragée par le vocable d'un territoire qui était le centre administratif et politique du groupe de l'A.O.F. (et par le style et les méthodes de l'administration coloniale dans les années 1945-1960), elle devint le lieu privilégié des luttes politiques, à la fois enjeu et instrument du combat nationaliste et des affrontements entre les diverses tendances. De la loi-cadre en 1956 à l'indépendance en 1960, l'accroissement des compétences du Sénégal multiplia les services : l'offre et la demande de fonction publique augmentèrent parallèlement. La fonctionnariat fut considéré comme une voie de la modernisation.

Un système complexe

L'État, pour en juger, tenait compte de la complexité du système éducatif, de la diversité des besoins, de la diffusion de la culture française, de l'indépendance et de l'unité nationale, de l'assimilation accrue. Produit d'une triple convergence : volonté des responsables qui avaient vécu à l'école de l'administration française, poussée des agents et des forces syndicales, la fonction publique, influence de l'enseignement technique. Des services, soit par voie de réunions, soit par la création de services nouveaux de coopération, l'indépendance des flux d'information dans l'ensemble de l'administration.

Un deuxième élément de complexité découle de la dualité du système administratif mis en place : une administration générale et une administration spécialisée. Cette dualité, le chef d'œuvre original par rapport au modèle français. Dès les années 50, une séparation

s'était établie entre les services du territoire (administration générale) et les services extérieurs de l'A.O.F. (administration technique et spécialisée). Dans les années 60, les travaux du R.P. Lebel et de diverses sociétés d'études prenant le relais. La mise en place d'une « administration de développement » à vocation principalement rurale (1) répondait à une double sollicitation : d'une part le nécessité de remplacer par un nouvel encadrement rural les anciens cadres « de l'Etat », mais que le circuit de l'arachide avait été nationalisé, d'autre part la pression du système politique, en particulier le fait que les affaires économiques relevaient plutôt du président du conseil, M. Mamadou Dia. Il est intéressant de noter à cet égard qu'après l'accession de celui-ci, le dualisme administratif n'est resté, mais l'administration générale a repris le contrôle de l'administration « de développement ».

Si la rationalité politique de l'administration sénégalaise n'est pas contestable, bien qu'elle conduise aussi à l'ère obsolescence au développement politique, qu'en est-il de son aptitude à promouvoir le développement économique ?

A la base, un réseau de coopératives, issues des Sociétés indigènes de prévoyance et des S.I.O.R., dont le réseau mille cinq cents coopératives archaïques exerçant, pour le compte de leurs adhérents, la commercialisation des récoltes et les opérations de prêt et de soudure. Autour des coopératives, des organismes d'encadrement rural qui ont été amenés à attendre progressivement leur contrôle de tutelle sur elles ; le Banque de développement qui leur concède des avances et des prêts à leur adresse des retournements ; un Office de commercialisation agricole qui, sous déguisement légal, dispose d'un triple monopole : commercialisation des produits agricoles, approvisionnement du milieu rural en biens d'équipement, importation et distribution des produits vitriers de première nécessité, tel le riz. Une dernière remarque : le chiffre d'affaires annuel de l'Office, établissement public de l'Etat, était supérieur au budget de l'Etat lui-même ! En 1968, l'Office est éliminé en deux organismes distincts, l'O.C.A.S. et l'O.N.C.A.D., afin de rationaliser la gestion.

(1) V.-D. Diarraouba, L'Évolution des structures agricoles du Sénégal, Ed. Cujas, Paris, 1968.

LE FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS

Démocratie et parti dominant

Par DMITRI-GEORGES LAVROFF *

SITUÉ sur le point le plus occidental de la côte africaine, la République du Sénégal occupe une place privilégiée parmi les Etats d'Afrique au sud du Sahara. C'est une terre de rencontre qui a su combiner harmonieusement le fonds de civilisation négro-africain avec les apports successifs de l'islam arabo-berbère et des valeurs et techniques de l'Occident. La République du Sénégal, parce qu'elle est ouverte vers l'extérieur et constitue la porte occidentale d'une partie du continent africain, s'efforce, ayant conscience de la diversité et de la complémentarité des civilisations, d'être un lieu dans lequel la modernité et l'équité sont des valeurs fondamentales.

La loi-cadre du 23 février 1960 permet au Sénégal, comme aux autres anciennes colonies, de se donner une assemblée territoriale élue au suffrage universel et un conseil de gouvernement.

Avec le référendum sur l'adoption du projet de Constitution de 1958, le pays allait franchir une étape décisive de son développement politique. Il se prononça massivement en faveur de l'adop-

tion d'un régime à deux chambres, par la Constitution française de 1958. En même temps, le Sénégal, tant avec le Soudan, au sein de la Fédération du Mali, que avec l'Algérie, au sein de l'Union algéro-sénégalaise, cherchait à établir une coopération économique et politique avec l'Afrique noire. Elle échoua : fondée au mois de janvier 1960, la Fédération du Mali se désintéressa le 20 août 1960. Le Sénégal devint un Etat unitaire, indépendant et souverain.

Du modèle parlementaire au régime de parti présidentiel

La Constitution du 20 août 1960 « traita les conséquences de l'évolution politique de la République ». Elle établit un régime parlementaire très proche de celui défini par la Constitution française de 1958. Le président de la République, élu par un corps électoral comparable à celui établi alors en France, politiquement responsable et assumant par son arbitrage le fonctionnement régulier des institutions, exerçait les fonctions habituellement attribuées au chef de l'Etat en régime

parlementaire. En face, le gouvernement dirigé par le président du conseil était investi par l'Assemblée nationale et politiquement responsable devant elle. Chargé de la détermination et de la conduite de la politique de l'Etat, le gouvernement assumait l'exécution des lois et disposait pour ce faire de l'administration et de l'armée.

Quant à l'Assemblée nationale élue au suffrage universel direct pour une durée de cinq ans, elle exerçait le pouvoir législatif dans

un domaine limité selon la technique de la Constitution française de 1958. L'aménagement constitutionnel mis en place contenait les germes de la crise qui devait éclater au mois de décembre 1960. Le dualisme de l'exécutif entraînait une opposition entre le président de la République, qui, bien que politiquement responsable, ne pouvait pas se contenter de « régner », et le président du conseil, qui, en tant qu'homme le plus important dans une interprétation classique du régime parlementaire, devait être la thèse défendue par le président de la République l'empêchant. Il conclut que la crise avait démontré que, pour le moment, le dualisme de l'exécutif ne correspondait pas aux besoins du Sénégal.

Le président de la République élabore un projet de Constitution qui fut soumis au référendum du 7 mars 1963. Les leçons de l'expérience passée furent effectivement tirées. Le modèle parlementaire était abandonné au profit d'une Constitution de type présidentiel.

(Lire la suite page 24.)

* Directeur du département de droit public et science politique de l'université de Bordeaux I.

Janvier 1974

CERTAINS HANDICAPS
maritime de Dakar
crasse de croûte

L'administration, moteur de l'expansion ?

(Suite de la page 19.)

Le modèle administratif adopté a fait que le poids des dépenses publiques est considérable. Il s'agit essentiellement de dépenses d'administration générale (dont les dépenses militaires pour un quart) et des dépenses d'action sociale, au premier rang desquelles les dépenses d'éducation. Les dépenses d'action économique de l'Etat progressent peu, en valeur absolue, au regard des précédentes, et — de 1960 à 1970 — elles connaissent une régression en valeur relative (20, passant de 24 % des dépenses de fonctionnement à 12 % seulement). Or il s'agit de dépenses consacrées aux infrastructures et au développement des productions rurales. Par ailleurs, près de la moitié des dépenses de fonctionnement sont des dépenses du personnel, réduisant d'autant la part des dépenses du matériel et d'équipement qui est passée entre 25 % et 20 %, taux peu élevé pour une administration à vocation rurale qui connaît une usure rapide du matériel et une insuffisance manifeste de moyens. Même si le budget 1972 représente près du tiers de la production intérieure brute — ce qui est un taux élevé dans l'ensemble des Etats africains — le financement de l'Etat ne garantit pas pour autant l'accomplissement des fonctions économiques qu'il entend assumer. D'autant que l'importance du budget de fonctionnement tend à réduire la part du budget d'équipement, il a fallu financer ce dernier sur la base des réserves extérieures et en recourant à des emprunts intérieurs et extérieurs. D'où que l'administration ne dispose pas des moyens financiers correspondant à ses ambitions économiques.

Il existe, sans aucun doute, un lien entre les contraintes budgétaires pressées et les difficultés de l'économie rurale. La production agricole n'a pas reçu des deux premiers plans quinquennaux une impulsion décisive puisque l'investissement a été limité aux infrastructures économiques et sociales ; en outre, certaines opérations d'équipement étaient, en fait, des dépenses de transfert ou du fonctionnement (ainsi la traction de la terre régionale retournée aux assemblées régionales).

Mais l'administration rurale a subi d'autres contraintes. On peut lui indiquer brièvement les contraintes externes et internes sur les contraintes endogènes inhérentes à l'action administrative elle-même. Parmi les premières, la disparition du surplus, à partir de 1965, qui a été compensée par une forte hausse des prix sur le marché mondial, ne passe guère au regard du terrible sécheresse des années 1969 et suivantes. Ce que les autorités sénégalaises ont appelé à juste titre « la malaise paysan » (3) — effet de la stagnation des revenus des paysans — s'inscrit dans un processus global à composantes multiples où interviennent des facteurs agraires (faiblesse de la production agricole malgré l'usage des semences et des engrais), des facteurs technologiques (peu de l'encadrement rural et préférence accordée aux productions en vue d'une auto-alimentation), des facteurs structurels (structure de la production), des facteurs économiques (insuffisance du prix payé aux producteurs et insuffisance de la commercialisation), des facteurs politiques et culturels.

Le modèle complexe que connaît toute société transitionnelle et d'ailleurs avec l'engagement diversifié selon les régions.

L'administration a-t-elle, chemin faisant, failli à sa mission ? La politique est, sur ce point, plus aisée que l'analyse ; il convient d'y prendre garde, d'autant que l'administration n'a pas la maîtrise que le modèle original — beaucoup plus théorique — semblait lui accorder a priori. On observe que l'encadrement rural a manqué de personnel qualifié (ingénieurs, agents techniques, monteurs), manque d'autant plus regrettable que l'infirmité des services découlait du modèle choral ; ainsi les centres d'extension rurale, inégalement mis en place, manquaient-ils à la fois du personnel et du moyen matériel pour constituer une équipe polyvalente. Les coproductions n'ont pas mobilisé leurs échelons et ont été placées entre les mains des présidents et pasteurs — qui étaient souvent des sous-traités de la période précédente ou de diverses notabilités foncières, politiques ou religieuses. Les organismes d'encadrement, services ou établissements publics, ont connu de très sérieuses difficultés de gestion. Dans

des régions fiscales préférentielles à des investisseurs (agrandissement prioritaire ou convention d'établissement) à des effets bénéfiques, il a plutôt favorisé des extensions d'entreprises extérieures que des créations nouvelles ; toutefois les critères d'octroi des avantages fiscaux ont manqué de sélectivité. Plus généralement les études de projets (investissements, demandes d'assistance technique, demandes d'assistance financière, etc.) ont été effectuées par l'administration, mais celle-ci était souvent avare, quelquefois substituée, par des organismes spécialisés extérieurs. Indices d'une sous-traitance des fonctions d'études et d'analyse, sinon

Des orientations nouvelles

DE nombreux observateurs s'accroissent à la fin des années 60 pour dire du Sénégal une sorte de « pays à l'administration ». Cette administration a été créée par un instrument de développement économique. Nous pourrions nous en dire à cette affirmation si condition de considérer que le système politique dans un pays ou voie de développement comme le Sénégal n'aurait pas à la stabilité du régime plus largement à l'opportunité d'une progressive modernisation lente

d'action, de des organismes mieux outillés que l'administration elle-même pour y procéder et qui n'aurait pas les grands établissements, tel l'OGAC. Certains établissements locaux ont connu des difficultés — qui ne sont pas tous anormaux — compensées par les profits de certains autres. Héritiers de l'Office de commercialisation agricole, l'OGAC et surtout l'ONGAD demandaient au budget non seulement une subvention annuelle, mais également un soutien à posteriori pour éponger le déficit. Pôles des dépenses en personnel mais aussi effet des orientations économiques choisies !

étapes ont été les suivantes : en 1963, disparition de dépenses aboules et blocage provisoire des crédits affectés aux départements ministériels ; gestion centralisée de la fonction publique et volonté de formaliser le recrutement des agents non fonctionnaires ; en 1965, renforcement de la fonction publique ; en 1966, réorganisation des services communaux dans le même sens (les communes les plus importantes étant soumises à un régime spécial). Sur cet état de 1966,

Les années 1966-1970 marquent un tournant politique important. La conjonction des événements de 1966 et du malaise paysan fait apparaître des revendications nouvelles de la classe moyenne nationale, le cas échéant par la représentation du commerce de brousse. Il est certain que la prise de conscience des échecs passés, l'influence du style de développement voisin — et le rapprochement sénégalais-ivoirien — la réactivation des idéologies socialistes, le fait d'être à une époque nationale, ont joué un rôle essentiel. La réforme constitutionnelle de 1970 — et la création d'un poste de premier ministre — a des incidences sur l'appareil administratif, immédiates ou implicites.

D'une part, la réforme devrait se traduire à tous les échelons de l'administration par une profonde réforme des comportements, un accroissement de la participation et une diffusion des responsabilités. Toutefois, en l'attente de ces objectifs, il est proposé — une fois l'équilibre, c'est-à-dire à la fois la persistance et les changements. Le président Léopold Sédar Senghor et son premier ministre, M. Abdou Diouf, ne l'ignorent pas. Toute entreprise ou toute stratégie qui tendrait à l'ignorer serait vaine et inutile.

étendu ; en 1971 était créé un organisme analogue pour les commerces. La prosaïté de la société d'économie mixte connaît une extension nouvelle : ainsi le Régie des transports du Sénégal, dédoublée, est-elle remplacée par la SOTRAC. L'Etat prend une participation de 50 % dans la nouvelle Société nationale des eaux et d'électricité du Sénégal. En outre, l'OGAC est épuré, l'ONGAD, une fois encore réaménagé. Certaines actions font l'objet d'une représentation, telle le voitto de Dakar, par exemple. Le développement doit tourner tend à inscrire le caractère de dialogue de l'administration.

Les fonctions économiques qu'il convient d'assigner à l'administration sont encore incertaines. Mais ce serait une erreur, que l'on attend parfois dans des milieux d'affaires et dans certains milieux politiques, de la considérer comme une monnaie versée. Car elle est un élément fondamental du système politique et culturel sénégalais, elle contribue puissamment à en assurer l'équilibre, c'est-à-dire à la fois la persistance et les changements. Le président Léopold Sédar Senghor et son premier ministre, M. Abdou Diouf, ne l'ignorent pas. Toute entreprise ou toute stratégie qui tendrait à l'ignorer serait vaine et inutile.

JEAN-CLAUDE GASTRON.

(3) Voir les chiffres cités par J.-L. Gastron, La Politique économique et le développement économique du Sénégal, Paris, L'Harmattan, 1971.



EXPLOITATION DES PHOSPHATES DE TAIRA.
Un phosphate tricalcique titrant 82 % (la plus forte teneur mondiale).

certaines régions, l'administration n'a pas été toujours en mesure d'assurer une fonction de gestion directe et de contrôle. Les plans quinquennaux de développement, largement tributaires de l'ide publique extérieure, ont été surtout des cadres d'accueil de l'investissement. L'octroi

de la fonction comptable a été rigoureusement centralisée et mécanisée dans les années 60. L'administration a été mise en place d'un instrument de dépenses publiques par ordonnateurs.

Si ces mesures ont eu des effets bénéfiques, elles ont posé toutefois un problème plus général : en accentuant la centralisation, elles risquent de renforcer à l'extrême la rigidité de l'administration et d'enlever toute souplesse à ses décisions et à ses stratégies, engendrant dans l'ordre économique. A la limite, pourquoi maintenir des établissements publics si pour ainsi dire à caractère industriel et commercial ?

La fonction comptable a été rigoureusement centralisée et mécanisée dans les années 60. L'administration a été mise en place d'un instrument de dépenses publiques par ordonnateurs.

LES RASSINS DES FLEUVES SÉNÉGAL ET GAIRIE
(étude géomorphologique)
3 tomes de P. KICHE
Curvage honoré d'une subvention de M. le Président de la République du Sénégal 200,00 F

SOS : ETUDE GÉOGRAPHIQUE D'UN TERROIR SÉRER
(Sénégal)
de A. LERICOLAS 70,00 F

MAINTIENANCE SOCIALE ET CHANGEMENT ÉCONOMIQUE AU SÉNÉGAL.
T. I : doctrine économique et pratique du travail chez les Mandingues ;
de J. COPPENS, Ph. COUTY et al. 80,00 F

FAKAD (SÉNÉGAL). Déploiement de registres paroissiaux et recensement démographique rétrospectif.
Méthodologie et résultats ;
de B. LACOMBE 48,00 F

et pour mémoire :

CAHIERS ORSTOM : séries Sciences Humaines - Entomologie médicale et parasitologie - Hydrobiologie - Biologie - Hydrologie - Pédologie - Géologie - Océanographie.

Orstom
Service Central de Documentation
de l'ORSTOM/WI
70, route d'Alamy, 93140 BONDY.

L'agriculture conserve la priorité dans le quatrième plan

(Suite de la page 19.)

Plusieurs projets de décentralisation prévoient l'implantation de nouvelles industries en province : fabriques de briques, usines de conserves à Thiès, de légumes et de fruits à Dakar, etc. ; 2 milliards 300 millions d'investissements sont prévus pour les industries alimentaires : 1 milliard 100 millions pour les industries textiles et 1 milliard 200 millions pour les industries chimiques ; 2 milliards 600 millions pour l'industrie des métaux. Le reste des investissements sera

affecté aux mines, aux matériaux de construction et aux industries diverses. La part de l'énergie dans le budget d'investissement industriel est de 6 milliards 400 millions. En ce qui concerne le secteur de la production, on prévoit l'installation de la deuxième tranche de la centrale du cap des Roches et le début de l'installation de la troisième tranche. Dans le domaine de la distribution, les travaux d'électrification s'orientent vers les régions rurales et côtières les plus défavorisées.

500 millions seront consacrés au réseau routier, 3 milliards 500 millions aux voies ferrées et 3 milliards 300 millions aux ports. S'ajoutent à ce programme l'extension et la modernisation du réseau de télécommunications, notamment en ce qui concerne la liaison Dakar-Thiès par câbles souterrains. En matière d'infrastructure aéronautique, l'agrandissement de la piste de l'aéroport de Dakar pour permettre le décollage sans limitation de charge rendra la moitié des investissements prévus.

merce intérieure par le IV^e plan. Une chaîne de détaillants sénégalais s'est mise en place dans la région du Cap-Vert avec plusieurs chaînes de points de vente d'importation et de distribution de produits du territoire, à l'expérience encouragée par le gouvernement sénégalais. Enfin, en matière de commerce extérieur, les deux principaux objectifs du plan sont la tenue de la foire industrielle de Dakar et la tenue d'un centre sénégalais du commerce extérieur.

JEAN DE LA GUYERRE.



ENRICHISSEMENT DES SACS D'ACRIDES À DAKAR.
Objectif : produire 1 100 000 tonnes par an.

La première foire internationale de Dakar
La première foire internationale de Dakar s'ouvrira du 25 novembre au 15 décembre 1974, sous le patronage des hautes autorités sénégalaises et africaines et de toutes les régions africaines. Elle offrira à tous les visiteurs, mais aussi à tous les participants, l'occasion de participer à une vaste manifestation commerciale à l'échelle de l'Afrique.

Le complexe qui l'hébergera, près de l'aéroport de Dakar, sera un centre d'affaires permanent composé de bureaux, de halls d'exposition, de facilités hôtelières, d'une banque de données, d'un centre de presse, du Centre international de commerce, d'un centre de conseil avec la tenue de la première foire.

Bureaux et Siège social :
à DAKAR
14, Avenue Borgnis-Desbordes
Tél. : 210-83 B. P. 241

Exploitation à LAM-LAM
Tél. : 81-129 et 81-740 B. P. 36 à THIES

du 28 Novembre au 15 Décembre 1974

YVES MATHIS

toute l'Afrique de l'Ouest vous attend à la

FOIRE INTERNATIONALE DE DAKAR.

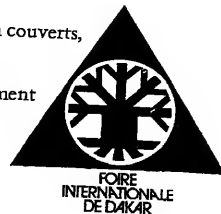
Toute l'Afrique de l'Ouest, et les hommes d'affaires du monde entier.
Les plus grandes nations industrielles seront présentes sur 27 000 m² de halls d'exposition couverts,
29 000 m² d'aires d'exposition extérieures, 120 000 m² de terrains viabilisés.

La Foire de Dakar dispose :
des équipements industriels et commerciaux les plus perfectionnés (création et aménagement
complet des stands, transit, ateliers, entretien etc.), de services d'information, d'un
personnel et d'un matériel de bureau hautement spécialisés, d'un centre international de
congrès pouvant recevoir 2000 participants, d'un équipement hôtelier de classe
internationale.

La Foire Internationale de Dakar met l'efficacité (et le confort) à la
disposition des importateurs et des exportateurs du monde entier.

Pour toutes informations :

FOIRE INTERNATIONALE DE DAKAR - B.P. 3329 DAKAR SENEGAL - TELEX : FIDAK 430 S.G.



مركز من الزميل

Publicité



Démocratie et parti dominant

(Suite de la page 13.)
Quatre organes constitutionnels étaient créés : le président de la République, élu au suffrage universel direct pour une durée de quatre ans, gardiens de la Constitution et titulaire du pouvoir exécutif ; l'Assemblée nationale, élue au suffrage universel direct sur une liste nationale, qui détient le pouvoir législatif ; la Cour suprême, les cours et tribunaux qui exercent le pouvoir judiciaire, et un conseil économique et social, qui a un rôle consultatif. Les rapports entre les organes étaient, en principe, dominés par la règle de séparation entre les pouvoirs, fondamentale dans le modèle présidentiel.

La séparation des pouvoirs était effectivement respectée sur le

plan organique : le président de la République ne pouvait pas être réélu par l'Assemblée nationale et il n'avait pas le droit de la dissoudre. Par contre, il n'était pas de véritable séparation fonctionnelle car le président de la République participait, notamment par l'initiative et le droit de recourir au référendum, à l'exercice de la fonction législative. Il avait des pouvoirs exceptionnels et le pouvoir législatif de l'Assemblée nationale était limité. Ce déséquilibre en faveur de l'exécutif fut aggravé par la révision constitutionnelle du 20 juin 1967 qui lui réservait, entre autres dispositions, au président de la République le droit de dissoudre l'Assemblée nationale au cours de la quatrième et de la cinquième année de son mandat.

Cour suprême, qui est juge de la constitutionnalité, le Conseil économique et social et la Haute Cour de justice complètent ces organes constitutionnels.

La nature constitutionnelle du régime établi par le texte de 1970 dépend des rapports entre les organes. Il y a à cet égard matière à controverse entre spécialistes de droit constitutionnel. Les bases autoritaires édictées ont insisté sur la nature présidentielle du régime établi. L'irresponsabilité politique du président de la République, le fait que, élu au suffrage universel, il représente la souveraineté populaire au même titre que l'Assemblée nationale, peuvent être invoqués en faveur de cette interprétation. Mais, d'un autre côté, plusieurs arguments permettent de le mettre en cause.

Il y a le fait que la séparation organique et fonctionnelle, qui est le critère essentiel du régime présidentiel, n'est pas appliquée. Sur le plan fonctionnel, le président de la République participe à l'exercice du pouvoir législatif par l'initiative des lois, le droit de demander une seconde lecture des textes votés, la possibilité de légiférer par ordonnances soit sur habilitation, soit en vertu de ses pouvoirs exceptionnels. Sur le plan organique, la séparation des pouvoirs n'est pas non plus appliquée : le droit de dissolution de l'Assemblée nationale appartenant au président de la République est l'illustration de cette situation ; dans le même sens, le droit attribué à l'Assemblée de voter une motion de censure pour obliger le premier ministre à démissionner manifeste une interdépendance organique entre l'As-

semblée nationale et un élément de l'exécutif.

Si on devait qualifier juridiquement ce régime constitutionnel, on ne pourrait que le déclarer « sui generis ». Il y a un mélange d'éléments du régime présidentiel et de ce qu'il renforce l'autorité du président de la République et de pratiques propres aux régimes parlementaires rationalisés. De nombreux problèmes du constitutionnalisme n'est pas de faire une Constitution qui consacrerait les professeurs de droit constitutionnel désireux (il y en a) de trouver exprimés dans un texte les modèles théoriques établis par la doctrine. Il s'agit de mettre en place un aménagement juridique qui, respectant la liberté des citoyens, assure un bon fonctionnement des institutions constitutionnelles dans des circonstances de temps et de lieu et des objectifs politiques poursuivis. A cet égard, la Constitution de 1970 paraît satisfaisante. L'existence d'un président de la République, incarnation de l'unité de la nation, statutant seul dans les domaines les plus importants, assure l'Assemblée nationale d'un premier ministre, responsable devant l'Assemblée nationale et le président de la République qui mène le contrôle des représentants du peuple, permet au président de la République de prendre du recul et d'éviter l'usage du pouvoir. Bien sûr, il ne faut pas oublier l'hypothèse historique d'un premier ministre qui, s'appuyant sur une majorité dans l'Assemblée, opposerait au président de la République. Ce n'est plus alors un problème de textes mais d'hommes et de circonstances politiques.

Le rôle de l'Union populaire sénégalaise

Le fonctionnement du régime dépend très largement des conditions politiques, économiques et sociales dans lesquelles les mécanismes constitutionnels sont amenés à fonctionner. Les partis politiques jouent un rôle fondamental. Le nombre et la nature des partis politiques modifient le sens des régimes constitutionnels.

Le Sénégal a, comme la très grande majorité des Etats d'Afrique noire, connu sa participation qui était le régime au moment de l'indépendance. Il fut déclaré responsable de tous les pouvoirs, obéissant à l'unité nationale, facteur d'instabilité gouvernementale, et pour le développement économique. Ces arguments, dont certains ont une valeur sûre et d'autres le sens du « *raisonnement* » *pro modo*, ont conduit à la généralisation du parti unique dans les Etats d'Afrique noire. Au Sénégal, on a préféré la formule du parti dominant. Si le multipartisme est constitutionnellement possible et si existe effectivement plusieurs formations, l'Union progressiste sénégalaise (U.P.S.) est le parti le plus influent. Majoritaire au moment de l'indépendance, l'U.P.S., au cours des années, a fait perdre la plupart des partis d'opposition.

Les mécanismes électoraux favorisent largement la position dominante. Le système de l'élection sur une liste nationale fait que l'U.P.S. est certaine de compter tous les sièges de l'As-

semblée nationale. Des lors, les partis d'opposition, dont les chances d'une victoire électorale sont nulles, sont contraints à la fusion avec l'U.P.S., soit à la lutte clandestine avec les risques que cela comporte. La présence d'un parti dominant fait que le gouvernement est composé de ministres appartenant à une même famille politique. Ainsi les mécanismes constitutionnels perdent de leur intérêt, ce qui sert à prévoir, avec un grand luxe de détails, des procédures destinées à assurer une séparation entre les pouvoirs quand les membres de l'Assemblée nationale et les membres du bureau politique de l'U.P.S. débattent en commun des projets qui, votés par le gouvernement, seront ultérieurement soumis à l'Assemblée nationale ? Dire du président de la République qu'il est politiquement irresponsable risque peu d'être soumis à la confiance des membres du parti, dont les députés, en tant que secrétaires généraux de l'U.P.S.

Il apparaît que les structures constitutionnelles ont surtout un rôle de légitimation juridique des décisions qui sont arrêtées par les organes du parti. Il en va ainsi à tous les niveaux. Lors des élections, le peuple s'adresse à la fois aux candidats, que l'on sait devoir être élus, par les organes du parti, et à la fois au vote du parti, corrigé par les avis de la Cour suprême, confirmés par l'Assemblée nationale composée comme on sait. Les ministres sont les membres les plus influents du parti, et le président de la République en est le secrétaire général et le premier ministre le secrétaire général adjoint.

Les gouvernements africains ont fait le choix d'une méthode pour concilier les impératifs du gouvernement de pays en voie de développement économique et de la construction nationale avec leur idéal démocratique. Le parti unique ou dominant présente d'incorrigibles avantages, mais il a l'inconvénient de faciliter les tentations autoritaires. En fin de compte, la réalisation de la démocratie ne dépend pas tellement des structures constitutionnelles, mais surtout de la volonté démocratique des dirigeants et de l'organisation démocratique du parti.

DMITRI-GEORGES LAVROFF.

(3) Voir les chiffres cités par J.-J. Marquet, *Le Politisme* (Instituteur de développement économique du Sénégal, Thèse, Clermont-Ferrand, 1971).

"LETTRE D'AFRIQUE"

La seule « lettre confidentielle » couvrant toute l'Afrique : noire et blanche, européenne et francophone. Chaque semaine, ce que vous ne lisez pas dans la presse ou n'entendez pas à la radio.

Trois éditions : française, anglaise et allemande.

Abonnements : Europe, 750 F.

Afrique, 40 000 F.C.F.A.

28, rue de Sévigné, 75 - Paris 16^e.

La Société Nationale d'Etudes et de Promotion Industrielle (S.N.E.P.I.) au service des investisseurs au Sénégal.

Société d'Economie Mixte, créée par l'Etat, avec la participation des banques et du secteur privé, pour favoriser le développement industriel, la S.N.E.P.I. met à votre disposition un ensemble de services :

- Accueil des investisseurs : organisation de contacts administratifs et commerciaux, visite des zones industrielles, information sur les coûts des facteurs industriels et sur les conditions de création d'une unité industrielle ;
- Etudes de marché au Sénégal et dans les pays limitrophes ;
- Etudes de projets industriels et études de pré-ingénierie, en liaison avec l'investisseur ;
- Recherche de porteurs locaux pour le financement des investissements ;
- Participation à la création et au démarrage de l'entreprise... et, d'une façon générale, toutes études ou actions capables d'alléger la tâche de l'investisseur avant (et ou après) sa mise en exploitation industrielle au Sénégal.

S.N.E.P.I.

4, rue Maunoury

B.P. 100

DAKAR

Tél. 260-94 et 160-95



LES PRINCIPALES RESSOURCES DU SENEGAL

مركز الامم المتحدة

Qu'est-ce que la ZONE FRANCHE INDUSTRIELLE DE DAKAR?

Cette ZONE est administrée par une administration autonome qui reçoit les délégations de pouvoir nécessaires des départements ministériels pour régler, sur place, et dans les limites géographiques de la ZONE, toutes les

Enfin, dernière caractéristique, dans la ZONE sont mis en place des services communs dont l'élément moteur est, dans la phase de démarrage, la Société d'aménagement et de développement. Elle est responsable, en plus de l'aménagement et du développement de la ZONE, de l'accueil des investisseurs et de l'attribution des terrains ; elle offre aux investisseurs et aux industriels déjà installés toute une gamme de services afin de faciliter la solution des problèmes pratiques qui se posent, en particulier, lors de l'implantation initiale.

Le gouvernement du Sénégal entend créer avec la ZONE un cadre d'association mutuellement profitable pour inciter les investisseurs des pays industrialisés à transférer dans la ZONE leurs entreprises grandes utilisatrices de main-d'œuvre, qui utilisent souvent à l'heure actuelle de la main-d'œuvre en provenance des pays sous-développés. Ces usines tirent parti des conditions de production avantageuses offertes par la ZONE à partir de laquelle elles peuvent approvisionner leurs marchés traditionnels. Ces entreprises ont pour le SÉNÉGAL une activité essentielle car elles créent des emplois et des richesses. Le SÉNÉGAL en créant la ZONE est l'emploi d'une main-d'œuvre abondante, disponible dans la région de DAKAR.

Les industries de main-d'œuvre qui sont le mieux à même de tirer avantage d'un tel transfert sont celles pour lesquelles le produit final représente sous un faible poids et un faible encombrement le maximum de valeur ajoutée sous forme de salaires et de matières premières locales ou régionales. Pour ces industries, le bilan total du transfert, gains réalisés sur les salaires contre coût additionnel du transport, est positif. Parmi ces industries, citons :

- les industries textiles (confection, bonneterie,...) ;
- les industries du cuir et du plastique (maroquinerie, chaussure) ;
- les industries de l'électronique (composants, miniaturisation...) ;
- les industries du jouet.

- Une exemption fiscale totale ;
- Une exemption des droits et taxes à l'importation et à l'exportation (sauf vers le SÉNÉGAL) de toute marchandise, biens d'équipement, matières premières ;
- Une détaxation des marchandises et services en provenance du territoire douanier du SÉNÉGAL ;
- La liberté de transfert des capitaux investis et de leurs revenus de toute nature ;
- La liberté du transfert des salaires du personnel expatrié ;
- La liberté de recrutement du personnel local et expatrié ;
- L'arbitrage de la Banque mondiale pour tout différend qui résulterait de l'application du statut.

Prenant l'exemple des salaires de base des ouvriers de l'industrie mécanique générale tels qu'ils ressortent de la mise à jour au 9 août 1973 de la Convention collective, les taux horaires en francs C.F.A. sont :

manœuvre	58,19
manœuvre spécialisé	67,44
ouvrier spécialisé I	73,71
ouvrier spécialisé II	93,38
ouvrier professionnel I	109,01
ouvrier professionnel II	124,20
ouvrier professionnel III	149,34

Aux salaires de base s'ajoute une prime d'ancienneté variable entre 3 et 15 %. A l'initiative des employeurs des primes de rendement et d'assiduité peuvent être accordées. Il peut être nécessaire de payer un sursalaire allant jusqu'à 20 % pour les catégories professionnelles les plus recherchées.

Les charges sociales que doit supporter l'entreprise s'élèvent à environ 25 % des salaires et englobent les cotisations pour les assurances, prestations familiales, retraite, sécurité sociale, congés payés...

- Le statut de la ZONE est en cours de ratification ;
- Le plan directeur de la ZONE est en cours d'approbation ;
- Les premiers terrains équipés seront disponibles dans le courant du deuxième semestre 1974 ;
- L'administration de la ZONE et la Société d'aménagement et de développement seront en place au 1^{er} juillet 1974.

**MINISTERE
DU
DEVELOPPEMENT
INDUSTRIEL
DAKAR**

1
 2
 3
 4
 5
 6
 7
 8
 9
 10
 11
 12
 13
 14
 15
 16
 17
 18
 19
 20
 21
 22
 23
 24
 25
 26
 27
 28
 29
 30
 31
 32
 33
 34
 35
 36
 37
 38
 39
 40
 41
 42
 43
 44
 45
 46
 47
 48
 49
 50
 51
 52
 53
 54
 55
 56
 57
 58
 59
 60
 61
 62
 63
 64
 65
 66
 67
 68
 69
 70
 71
 72
 73
 74
 75
 76
 77
 78
 79
 80
 81
 82
 83
 84
 85
 86
 87
 88
 89
 90
 91
 92
 93
 94
 95
 96
 97
 98
 99
 100
 101
 102
 103
 104
 105
 106
 107
 108
 109
 110
 111
 112
 113
 114
 115
 116
 117
 118
 119
 120
 121
 122
 123
 124
 125
 126
 127
 128
 129
 130
 131
 132
 133
 134
 135
 136
 137
 138
 139
 140
 141
 142
 143
 144
 145
 146
 147
 148
 149
 150
 151
 152
 153
 154
 155
 156
 157
 158
 159
 160
 161
 162
 163
 164
 165
 166
 167
 168
 169
 170
 171
 172
 173
 174
 175
 176
 177
 178
 179
 180
 181
 182
 183
 184
 185
 186
 187
 188
 189
 190
 191
 192
 193
 194
 195
 196
 197
 198
 199
 200
 201
 202
 203
 204
 205
 206
 207
 208
 209
 210
 211
 212
 213
 214
 215
 216
 217
 218
 219
 220
 221
 222
 223
 224
 225
 226
 227
 228
 229
 230
 231
 232
 233
 234
 235
 236
 237
 238
 239
 240
 241
 242
 243
 244
 245
 246
 247
 248
 249
 250
 251
 252
 253
 254
 255
 256
 257
 258
 259
 260
 261
 262
 263
 264
 265
 266
 267
 268
 269
 270
 271
 272
 273
 274
 275
 276
 277
 278
 279
 280
 281
 282
 283
 284
 285
 286
 287
 288
 289
 290
 291
 292
 293
 294
 295
 296
 297
 298
 299
 300
 301
 302
 303
 304
 305
 306
 307
 308
 309
 310
 311
 312
 313
 314
 315
 316
 317
 318
 319
 320
 321
 322
 323
 324
 325
 326
 327
 328
 329
 330
 331
 332
 333
 334
 335
 336
 337
 338
 339
 340
 341
 342
 343
 344
 345
 346
 347
 348
 349
 350
 351
 352
 353
 354
 355
 356
 357
 358
 359
 360
 361
 362
 363
 364
 365
 366
 367
 368
 369
 370
 371
 372
 373
 374
 375
 376
 377
 378
 379
 380
 381
 382
 383
 384
 385
 386
 387
 388
 389
 390
 391
 392
 393
 394
 395
 396
 397
 398
 399
 400
 401
 402
 403
 404
 405
 406
 407
 408
 409
 410
 411
 412
 413
 414
 415
 416
 417
 418
 419
 420
 421
 422
 423
 424
 425
 426
 427
 428
 429
 430
 431
 432
 433
 434
 435
 436
 437
 438
 439
 440
 441
 442
 443
 444
 445
 446
 447
 448
 449
 450
 451
 452
 453
 454
 455
 456
 457
 458
 459
 460
 461
 462
 463
 464
 465
 466
 467
 468
 469
 470
 471
 472
 473
 474
 475
 476
 477
 478
 479
 480
 481
 482
 483
 484
 485
 486
 487
 488
 489
 490
 491
 492
 493
 494
 495
 496
 497
 498
 499
 500
 501
 502
 503
 504
 505
 506
 507
 508
 509
 510
 511
 512
 513
 514
 515
 516
 517
 518
 519
 520
 521
 522
 523
 524
 525

actuel-
nement
'aria.)

numé-
rateur,
de la
nouvel
au plein
tembre-
s. P. 1.

GRIN
nforma-
reuse
miale »
on fon-
o précé-
lique, se
certain-
d'un
re parti-
patriar-
: ouvrie-
par sa-
en, 118

l'affaire
le quel
témoin
accusé
légitime
le ton
aux jour
Océroch
t à pur
it, certe
il exp
que tou
le pen
son voi
re que
r de Jo
ce pas
l'opini
; 600
l'indus
condition
* 19, me
e. 1900

IQUE
volutionnaire

Supplément

LE TUNNEL SOUS LA MANCHE

Un projet pour l'Europe de 1980

Depuis plus de cent cinquante ans qu'on en parle, qu'il se faisait traîner d'Arlésienne ou de serpent de mer, on n'y croyait plus beaucoup. Et pourtant, le samedi 17 novembre à Londres, en présence du président Pompidou et de M. Heath, les ministres des affaires étrangères de France et de Grande-Bretagne ont signé le traité du tunnel sous la Manche. Journée historique, à laquelle avait été donnée toute la solennité souhaitable.

Peu vert ? Point de non-retour ? Oui-oui ? En

droit... non, car si la conjoncture économique européenne ou mondiale devait réserver des surprises désagréables, si des changements politiques importants, à Londres ou à Paris, devaient ces prochains mois remettre en cause l'utilité de l'ouvrage, les deux États pourraient faire marche arrière. L'accord franco-anglais le prévoit, et c'est au milieu de 1975 qu'il faudra oser décider d'une façon irrévocable. Le vin sera alors tiré et il faudra le boire. En fait, pourtant, on peut considérer que la décision

a été prise maintenant de forer le tunnel pour qu'il soit mis en service en 1980-1981. Et au fur et à mesure que s'écouleront les mois, il sera difficile de reculer. D'ailleurs les premiers travaux ont commencé. Pour donner satisfaction aux amateurs de probabilités, disons qu'il y a neuf chances sur dix pour que le tunnel soit réalisé. Dans sept ou huit ans, donc, un cordon ombilical de cinquante kilomètres, dont trente-sept sous la mer, reliera Fréthun, près de Calais, et Cheriton aux abords de Folkestone.

Au service de l'unification européenne

Par FRANÇOIS GROSCHARD

L'Europe n'a pas toujours été à l'optimisme, et il n'y a pas longtemps, pendant cet été 1973, les détracteurs du tunnel lui avaient fait passer un film moral.

En effet, le gouvernement de M. Heath avait à affronter d'abord un Parlement réticent qui n'avait pas apprécié le hâle avec lequel le premier ministre voulait lui faire accepter un projet dont l'importance méritait — estimait-on à Westminster — un examen technique et financier très approfondi. D'autant qu'au même moment — était-ce une coïncidence ou une opération concertée ? — une vigoureuse campagne menée par les détracteurs de l'environnement était déclenchée. « Vous allez briser l'harmonie et le charme du Kent, qui est le jardin, la Côte d'Azur de l'Angleterre. Que vont devenir les vertes herminettes de west-end des Londoniens ? Tout le sud-est de l'Angleterre se voit défiguré par la pollution, les grandes décharges, les incinérateurs pourris de la Tamise, de la pollution. La Kent est une oasis dans ce taudis industriel et urbain. Si vous laissez les bulldozers entrer en action, c'en est fini de cette parenthèse de tranquillité. »

A ces voix plaintives mais déterminées se sont jointes celles des industriels, et notamment celles des armateurs qui exploitent sur le Manche plusieurs lignes maritimes. Pour eux, évidemment, le tunnel pouvait être un concurrent très dangereux. M. Heath dut naviguer au plus près et faire des concessions : par exemple, reporter de deux ans les travaux du nouvel aéroport de Londres, à Stapin. Il reste que toutes les résistances ne sont pas levées, comme le montre la marge très étroite qu'il a obtenue le gouvernement le 5 décembre aux Communes pour faire approuver le principe d'une loi autorisant la construction du tunnel (303 voix contre 169).

Curlusement, la France n'a jamais eu à affronter de telles difficultés. Les associations de défense de l'environnement ne se sont pas manifestées, peut-être parce que, dans le Nord, on a l'habitude familière, depuis des générations, de l'industrie lourde, de ses exigences, mais aussi des richesses et de la puissance qu'elle permet. Les armateurs non plus ne se sont pas sentis directement menacés. Peut-être parce que le S.N.C.F., qui assure aujourd'hui l'essentiel des liaisons maritimes entre le continent

Le coût : 10 milliards de francs

Le coût de la construction de cet ouvrage, en effet, n'est pas négligeable. Dans l'état actuel des estimations, il s'établirait à 5,5 milliards de francs, dont 1,5 milliards de francs pour tenir compte des charges financières et des hausses de prix, ce qui conduit à une dépense estimée de 6,5 milliards de francs en 1980-1981, date à laquelle devrait être mis en service l'ouvrage.

Malgré la caractéristique essentielle de cet investissement est qu'il n'engage pas, de manière directe, les finances publiques. Le calendrier de réalisation des travaux et leur financement doivent se faire en trois phases successives, accompagnées chacune de la signature d'une convention conclue entre les deux gouvernements d'une part et d'autre part les deux sociétés privées responsables de la construction, le British Channel Tunnel Company et la Société française du tunnel sous la Manche.

Phase n° 1 (avril 1974-début 1975) : il s'agit de la mise au point définitive du projet, sur les plans techniques et financiers. 72 millions de francs ont été investis, partagés de façon égale entre les sociétés privées et les deux gouvernements. La

convention n° 1 a été signée le 20 octobre 1972.

Phase n° 2 : elle devait commencer, et le calendrier avait été scrupuleusement respecté, le 1^{er} août 1973 avec la signature à cette date de la convention n° 2. Mais à cause de difficultés survenues sous-Manche, évoquées plus haut, elle n'a été déclenchée que cet automne avec la signature à Londres au milieu de novembre de la convention n° 2. Elle doit s'achever en février 1975. Cette étape n° 2 doit permettre la réalisation des ouvrages d'entrée, des premières kilomètres de la galerie de

Une bonne affaire

Si les gouvernements français et britannique ont toujours « poussé » le projet de tunnel sous la Manche et s'ils ont voulu que le risque pris par les sociétés privées ne soit pas négligeable, c'est parce que, économiquement — donc financièrement — le tunnel apparaît comme une très bonne affaire.

En supprimant la barrière maritime de la Manche, le tunnel va évidemment favoriser les échanges de toute sorte entre la Grande-Bretagne et la France, mais aussi rapprocher l'Alle-

mande et les pays des machines de forage. L'investissement prévu est de 325 millions de francs, mais, le risque étant plus grand pour les sociétés privées, avec une « clé de financement » quelque peu différente de celle de l'étape précédente : 30 % par les capitaux privés apportés par les sociétés et 70 % par les emprunts garantis par les États. La ratification du traité par les deux Parlements doit intervenir au cours de cette période.

La phase n° 3 est, si l'on peut dire, la « grosse morceau (mai-avril 1975 - 1980-1981) : en effet, elle doit s'ouvrir après la signature de la convention n° 3 qui fixera définitivement les conditions de rémunération des sociétés. Les travaux concerneront la construction du tunnel avec les équipements nécessaires à son exploitation, les raccordements ferroviaires et routiers, les installations terminales avec les gares d'embarquement sur les trains. Le coût prévu de cette phase est de 6,15 milliards de francs. Elle sera financée à 10 % au moins par le capital privé — risque — et à 90 % au maximum par des emprunts garantis.

En tout cas, si l'on suppose que le taux de croissance des économies européennes se maintiendra jusqu'en

1980, on peut espérer qu'en 1980 le trafic sera de 6,5 millions de voyageurs avec leurs voitures, 5,5 millions sans automobiles et de 5,4 millions de tonnes de marchandises. Dix ans après, les chiffres seraient respectivement de 14,5 millions, 15 millions et 12 millions de tonnes de marchandises. Pour l'organisme franco-anglais qui sera propriétaire du tunnel, l'« Autorité du tunnel », un tel trafic représente des recettes non négligeables. Le taux de rentabilité financière est en effet compris dans une fourchette de 14 à 17 %. En 1981 on

effet, première année de pleine exploitation de l'ouvrage, les recettes brutes seraient de 1,27 milliard de francs de l'époque, les coûts d'exploitation de 190 millions, le service des emprunts de 775 millions, et donc les recettes nettes de 305 millions de francs. En 1980, ce dernier chiffre serait de 1,83 milliard de francs.

On comprend dans ces conditions que Paris et Londres aient exigé le contrôle économique et politique de l'organisme public qui exploitera l'ouvrage.

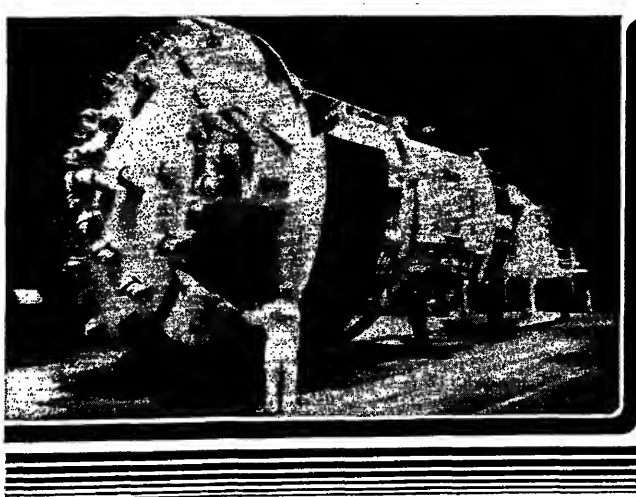
Sauver les régions pauvres

MAIS à quoi seront affectées les recettes que la France et la Grande-Bretagne se partageront, après avoir rémunéré les sociétés privées ? C'est à ce propos qu'il est permis de se poser une question.

Le tunnel va, en effet, au regard de la politique d'aménagement du territoire et du développement économique en Europe, avoir une influence bénéfique sur les régions les plus proches des « entrées » de l'ouvrage. Des usines, des bureaux, des zones de lot, des centres de services, vont s'installer dans les régions de Calais et de Folkestone. Les « retombées » du tunnel seront d'autant moins sensibles qu'on s'en éloignera. Or le nord de la France (et) est vrai qu'il a des problèmes de convention minière et le sud-est de la Grande-Bretagne sont, en Europe, ce que les ministres de l'aménagement du territoire ont appelé des « régions entravées dans la mécanique du progrès ». Le tunnel va leur donner un nouveau sang, une nouvelle chance. Alors que les régions périphériques (la Sicile, le Bretagne, les régions orientales de la République fédérale) luttent pour ne pas être lâchées, le tunnel et l'or qui y coulera seront d'abord pour les riches.

LIRE PAGE 31

Les déclarations de MM. John Peyton, ministre britannique des transports et Pierre Billéacq, secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports



SETIS

Distributeur exclusif : 69 RUE ST LAZARE 75009 PARIS TÉL. 744.75.29

The Robbins Company



PLUS DE 30 MACHINES EN SERVICE EN EUROPE NOTAMMENT POUR LES RÉALISATIONS SUIVANTES

- Réseau du métro R.E.R., Paris.
- Centre d'études nucléaires, Genève.
- Galerie de la Coche (E.D.F.), Moutiers.
- Complexe d'irrigation de Talave, Espagne.
- Direttissima Roma-Firenze, Orvieto.
- Aménée d'eau, ville d'Athènes.
- Tunnel pour l'oléoduc Sud Européen, Suisse.
- Creusement de galeries dans la Ruhr.
- ET BIENTÔT LE TUNNEL SOUS LA MANCHE.

littes ouvrières :
OUR COUP

Le tunnel sous la Manche, un projet pour l'Europe de 1980. L'ouvrage sera financé à 10 % au moins par le capital privé et à 90 % au maximum par des emprunts garantis. Le tunnel va, en effet, au regard de la politique d'aménagement du territoire et du développement économique en Europe, avoir une influence bénéfique sur les régions les plus proches des « entrées » de l'ouvrage. Des usines, des bureaux, des zones de lot, des centres de services, vont s'installer dans les régions de Calais et de Folkestone. Les « retombées » du tunnel seront d'autant moins sensibles qu'on s'en éloignera. Or le nord de la France (et) est vrai qu'il a des problèmes de convention minière et le sud-est de la Grande-Bretagne sont, en Europe, ce que les ministres de l'aménagement du territoire ont appelé des « régions entravées dans la mécanique du progrès ».

la
SOCIÉTÉ FRANÇAISE
DU TUNNEL SOUS LA MANCHE

a confié l'exécution de la deuxième phase des travaux du tunnel
au Groupement

- L'ENTREPRISE INDUSTRIELLE
PILOTE DU GROUPEMENT
- LA SOCIÉTÉ DES ENTREPRISES LÉON BALLOT
- CAPAG-CETRA
- E. HEITKAMP GmbH
- LES ENTREPRISES QUILLERY, SAINT-MAUR
- TRAPP & C° CONSTRUCTION GmbH
- ENTREPRISES TRUCHETET-TANSINI

UN GROUPEMENT DE SPÉCIALISTES
DES TRAVAUX SOUTERRAINS



L'Entreprise Industrielle

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 20 000 000 F.

75008 PARIS - 29, rue de Rome Tél. : 387-50-90

- GROS TERRASSEMENTS MÉCANIQUES
- TRAVAUX SOUTERRAINS
- BARRAGES USINES HYDROÉLECTRIQUES
- TRAVAUX ROUTIERS
- BÂTIMENTS INDUSTRIELS
- ET TOUTS TRAVAUX PUBLICS
- BUREAUX D'ETUDES
- ÉLECTRIFICATION DE VOIES FERRÉES
- AUTOMATISATION
- GRANDES LIGNES DE TRANSPORT
- GRANDS POSTES DE TRANSFORMATION

SOCIÉTÉ ANONYME DES ENTREPRISES

LÉON BALLOT

au Capital de 15 000 000 F

TRAVAUX  PUBLICS

155, boulevard Haussmann • 75008 PARIS • Tél. : 225-28-86

entreprises Quillery saint-maur

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 24 000 000 DE FRANCS



SIÈGE SOCIAL : 4, 3 12, AVENUE DU 4 SEPTEMBRE - 94-SAINT-MAUR (Val-de-Marne) - Boite Postale 48
Tél. : 883-49-49 +

GÉNIE CIVIL • BÉTON ARMÉ • TRAVAUX PUBLICS

COMPAGNIE EUROPÉENNE DE TRAVAUX

CAPAG-CETRA

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 8 000 000 DE FRANCS

Siège social : 27, rue Damesme
75640 PARIS - CEDEX 13 ☎ 588-05-39

OUVRAGES D'ART □ BÉTON PRÉCONTRAINT □ TRAVAUX SOUTERRAINS
CENTRALES THERMIQUES ET NUCLÉAIRES □ BÂTIMENTS INDUSTRIELS
TRAVAUX MARITIMES ET FLUVIAUX □ AMÉNAGEMENTS HYDROÉLECTRIQUES



DR. ING. TRAPP & CO.
CONSTRUCTION GmbH

WESEL, Breiter Weg 6-8
RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

TRAVAUX DE GÉNIE CIVIL ET BÂTIMENT
GRANDS TERRASSEMENTS AÉROPORTS BARRAGES
CONSTRUCTIONS HYDRAULIQUES
RÉSEAUX MÉTROPOLITAINS



HEITKAMP

■ Constructions Industrielles

■ Réalisation de :

Centrales énergétiques • Travaux de réhabilitation • Ponts
Voies ferrées • Routes • Tunnels

■ Travaux de terrassement

■ Exploitation de mines

ENTREPRISES

TRUCHETET & TANSINI

- TRAVAUX PUBLICS ET MARITIMES
- BARRAGES ET AMÉNAGEMENTS HYDROÉLECTRIQUES
- TRAVAUX SOUTERRAINS
- BÂTIMENTS
- CONSTRUCTIONS INDUSTRIELLES

SIÈGE SOCIAL : chemin neuf - BP13-78241 chambourcy
DIRECTION GÉNÉRALE : tél. 965.56.60 - télex TRUTAN 69154

AGENCES - DIRECTIONS RÉGIONALES

dijon - la rochelle - lyon - marseille
nord - bretagne - massif central - algérie

هكذا من الإمل

Trois galeries à 45 mètres sous le fond de la mer

D'UNE longueur de 49,5 kilomètres dont 37,3 sous la mer, le tunnel composé de trois galeries, sera foré dans la crête bleue du sous-marin, une des couches épaisses d'argile, sans faille notable, où la roche est homogène et impénétrable et se prête le mieux à un forage très profond. Le tunnel sera situé à environ 100 mètres, soit 45 mètres sous le fond de la mer. Il aura la forme d'un 3 aplati, avec, pour les branches extérieures, une pente de 1/100 permettant l'écoulement des eaux d'infiltration vers les points bas où seront installés des pompes. Le point maximum des autres branches sera de 10 m.

L'ouvrage comprendra deux tunnels principaux cylindriques et parallèles, distants de 30 mètres environ. Le diamètre sera de 6,5 mètres. Ils seront entièrement revêtus de poutres en acier préfabriquées en béton armé de 45 centimètres d'épaisseur ou en fonte nervurée d'une épaisseur totale de 15 à 20 centimètres. Chaque tunnel sera équipé d'une voie ferrée permettant la circulation en sens unique des trains directs des véhicules de chemin de fer et de voies spécialisées pour le transport des automobiles, remorques ou camions.

Entre les deux galeries principales et à égale distance de l'une et de l'autre sera ré-

alisée une galerie de 4,50 mètres de diamètre, utilisée comme galerie de reconnaissance pendant la construction et qui servira de galerie technique pendant l'exploitation, permettant d'écarter la ventilation, la circulation des équipes d'entretien et de sécurité, et pouvant enfin servir de refuge en cas d'urgence.

Pour des raisons de sécurité et d'exploitation, les trois tunnels seront reliés entre eux :

- Tous les 350 mètres environ, seront aménagés des rampes de liaison entre les galeries principales et la galerie de service, pour le passage de la ventilation, des équipes d'entretien et, éventuellement, des passagers d'un train d'urgence.
- A des distances du même ordre, seront aménagés des pontons de liaison entre les galeries principales, pour le passage des véhicules, des équipes d'entretien et, éventuellement, des passagers d'un train d'urgence.
- A des distances du même ordre, seront aménagés des pontons de liaison entre les galeries principales, pour le passage des véhicules, des équipes d'entretien et, éventuellement, des passagers d'un train d'urgence.

chemin emprunté pour ces travaux souterrains, trois mille personnes du côté britannique et deux mille cinq cents du côté français.

Les tunnels ne seront pas communiés par leurs extrémités mais à partir d'ouvrages de 100 mètres de long, au droit des côtes ; du côté français, une « descente », qui est une galerie inclinée à 11 %, du côté britannique, une « puits vertical », suivi d'une « descente » à 11 %.

Les deux terminaux auront respectivement, après leur mise en service, un trafic du même ordre que celui d'Orly. Dans chaque gare, les remorques et les voitures seront réparties en fonction des besoins de l'exploitation, et de déchargement et de chargement, ce qui sera adapté à trois types de trains :

- Des wagons à double plancher, pour les automobiles de tourisme, les cars et les camionnettes, avec une hauteur plafonnée à 4 mètres ;
- Des wagons à simple plancher, renforcés, pour les camions, avec une hauteur maximale de 4,30 mètres ;
- Des wagons à simple plancher, renforcés, pour les camions, avec une hauteur maximale de 4,30 mètres ;

Les deux terminaux auront respectivement, après leur mise en service, un trafic du même ordre que celui d'Orly. Dans chaque gare, les remorques et les voitures seront réparties en fonction des besoins de l'exploitation, et de déchargement et de chargement, ce qui sera adapté à trois types de trains :

- Des wagons à double plancher, pour les automobiles de tourisme, les cars et les camionnettes, avec une hauteur maximale de 4 mètres ;
- Des wagons à simple plancher, renforcés, pour les camions, avec une hauteur maximale de 4,30 mètres ;
- Des wagons à simple plancher, renforcés, pour les camions, avec une hauteur maximale de 4,30 mètres ;

PERSPECTIVES LIMITÉES POUR LE TOURISME

JUSQU'À présent, lorsqu'on J parle du tunnel, on envisage ses conséquences économiques pour Calais, Dunkerque, un peu moins pour Boulogne, très rarement on imagine ses « retombées » touristiques, à l'heure actuelle. Boulogne et Calais reçoivent un nombre important de passagers qui, venant par ferry-boat, s'arrêtent très peu dans la région et filent principalement vers Paris et la Côte d'Azur.

Avec la possibilité de venir en train, on estime que, vers 1980, plus de trois millions de voitures franchiront la Manche, ce qui correspond environ à neuf millions de passagers. Le prix de passage d'une voiture serait de 3 %, inférieur à celui payé par l'automobile.

D'ores et déjà on se prend à envisager que des milliers de touristes pourraient venir directement des villes de Grande-Bretagne, telles que Londres, Liverpool, Manchester, Glasgow, à des destinations touristiques telles que Saint-Raphaël, Narbonne, Saint-Tropez, Antibes, Cannes, et même à l'île de la Réunion.

Boulogne et Calais auront accueilli des milliers de touristes. Mais il est évident que le tunnel ne sera pas un facteur de développement du tourisme en France.

ollette et connaissent un certain succès. On peut se demander si cet effet de la traversée par bateau ne prédomine pas sur celui du train lorsqu'il s'agit d'un week-end.

Le Tourquet-Pas-de-Calais est une clientèle anglaise depuis très longtemps, clientèle qui arrive par avion et fréquente les grands hôtels. On ne voit pas très bien ce que le tunnel pourrait apporter en plus, pour Le Tourquet, une possibilité de développer un tourisme de classe moyenne.

Le secteur Calais-Dunkerque semble maintenant déjà trop saturé par l'industrie pour présenter un attrait quelconque. Le côté pour l'attraction, notamment entre le cap Gris-Nez et la baie de la Somme, qui est le théâtre des équipements touristiques, n'est pas évident. Il serait souhaitable également d'envisager que Calais, du fait de sa situation géographique, pourrait être un lieu de rencontre de ne qu'il ont au sud de l'Angleterre.

Le tunnel et le tourisme ? Personne n'y voit encore vraiment. Mais il est évident que le tunnel ne sera pas un facteur de développement du tourisme en France.

GEORGES SUEUR.

La jonction avec les réseaux terrestres

ENFIN, il est bien évident que la jonction devra être assurée entre le tunnel et les réseaux britanniques et français — mais aussi européens — d'autoroutes et de chemins de fer, réseaux qui devront d'ailleurs être modernisés en fonction du « débit » du tunnel.

En Grande-Bretagne, il est prévu la construction d'une nouvelle ligne ferroviaire vers Londres, qui permettra le passage des trains au gabarit continental, sans rupture de charge. Une nouvelle gare sera créée à Londres, à White City, desservant tous les transports urbains. En outre,

une autoroute d'agglomération « M-20 » reliera Folkestone à Londres.

En France, on a prévu l'autoroute A-10, Calais-Arras et la liaison Calais-Dunkerque. Il est également prévu la construction d'une ligne nouvelle pour les trains à grande vitesse, qui permettra le passage des trains au gabarit continental, sans rupture de charge. Une nouvelle gare sera créée à Londres, à White City, desservant tous les transports urbains. En outre,

Des temps révolus

Par JOHN PEYTON, député, ministre britannique des transports

DEPUIS près de deux siècles, on parlait d'un tunnel sous la Manche. On avait fait grand cas des difficultés, on avait fait grand cas des objections soulevées par le projet. Le dessin fut presque enterré sous une avalanche de discussions et de débats.

Fort soudainement, et non sans quelque surprise, voilà qu'aujourd'hui nous quittons le terrain de la controverse et du préjugé pour tenter d'aborder celui de l'action, de faire enfin quelque chose de concret.

Nous n'avons pas seulement signé un traité. Nous avons aussi conclu des accords prévoyant la construction, le financement et finalement la fonction même du projet. Des deux côtés de la Manche, on peut envisager l'extension et l'amélioration des systèmes de transport. Grâce au tunnel, les hommes franchiront le barrière de la Manche plus rapidement et avec moins d'agacement ; leurs marchandises passeront à un moindre coût. Avant alors la possibilité de se rendre directement de l'importation à l'exportation, quelle région du Royaume-Uni en un point quelconque de l'Europe occidentale avec un minimum de démarches à effectuer pour ses réservations, en subissant des formalités douanières et d'immigration simplifiées et sans redouter les interruptions de trafic dues aux mauvais temps, le voyageur doit de quelque manière apprécier les nouvelles avantages qui lui seront ainsi offerts.

Four ce qui concerne mon propre pays, il est un autre souvenir qui restera sans doute longtemps présent dans les consciences : bien plus délicat à exprimer, touchant le corde sensible de notre identité, il évoque ces temps d'normalité révolus où la Manche était aussi, pour nous, comme « un fossé défendant la maison » (A Mont défensive to a House), Shakespeare ; King Richard II), qui retentit les émissaires et donnait aux défenseurs le temps de s'organiser et des raisons d'espérer.

Je n'oublie pas maintenant l'air de l'avenir en sachant que notre attitude à agir ensemble sera sans doute mise à l'épreuve de discussions et de marchandages serrés. Du moins ne devrions-nous jamais oublier que la clé du succès réside dans notre détermination à reconnaître et à poursuivre les avantages mutuels de notre coopération tout en respectant les arguments et les intérêts de chacun. Les deux côtés de la Manche, nous devons nous unir pour vaincre les difficultés de cette affaire.

600 à 700 mètres par mois

La méthode de forage envisagée a recours à une technique, celle du « tunnelage », qui est des méthodes de forage rotatives dont les personnes ont le diamètre du tunnel. Les vitesses d'avancement sont évaluées à 600 ou 700 mètres par mois pour les tunnels principaux, 400 ou 500 mètres pour la galerie de service, qui,

crusée la première, servira de tunnel pour exprimer la qualité des terrains, leur dureté ou leur composition.

Les travaux représenteront environ 2,5 à 3 millions de tonnes de matériaux, dont 1,5 à 2 millions de tonnes de béton. Une partie de ces matériaux sera fournie par l'aménagement des zones terminales. Le personnel de

Deux groupes privés sont chargés des travaux de construction

Deux sociétés sont responsables des travaux de construction du tunnel.

La SOCIÉTÉ FRANÇAISE DU TUNNEL SOUS LA MANCHE (S.F.T.M.), société anonyme au capital de 16.000.000 F, soumet par :

- Compagnie française de Sué : 12 %
- Compagnie du Nord : 12 %
- Banque Louis Dreyfus : 12 %
- Société nationale des chemins de fer français : 12 %
- Banque de Paris et des Pays-Bas : 12 %
- Banque nationale de Paris : 8 %
- Crédit lyonnais : 8 %
- Société générale : 8 %
- Banque de l'Union européenne : 8 %
- Crédit commercial de France : 8 %

Pendant la phase 1, le capital sera augmenté de 45 millions de francs par appel de nouveaux actionnaires (des investisseurs institutionnels notamment) ; pendant la phase 2, le capital sera porté à 5 % du coût estimé de l'ouvrage, soit environ 475 millions de francs, par appel à l'épargne publique.

Le président est le général P. Marin, qui est aussi vice-président de The British Channel Tunnel Coy.

Le vice-président est The Right Hon. Viscount Harcourt, qui est aussi président de The British Channel Tunnel Coy.

Pour la Grande-Bretagne :

- THE BRITISH CHANNEL TUNNEL COY Ltd (B.C.T.C.), au capital de 125 millions de livres en actions (société et libérées par) :
- Channel Tunnel Investments Ltd : 25 %
- The Rio Tinto Zinc Corporation Ltd : 25 %
- Morgan Grenfell & Co Ltd : 12,5 %
- Robert Fleming & Co Ltd : 12,5 %
- Hill Samuel & Co Ltd : 12,5 %
- Klenwort Benson Ltd : 12,5 %
- S.G. Warburg & Co Ltd : 5,5 %
- The British Railways Board : 4,74 %
- Morgan Stanley & Co Inc : 2,92 %
- The First Eastern Corporation : 2,92 %
- White, Wadd & Co Ltd : 2,92 %

Pendant la phase 2, le capital sera augmenté de 4 millions de livres par appel à de nouveaux actionnaires. Pendant la phase 3, le capital sera porté à 5 % du coût estimé de l'ouvrage, soit environ 42 millions de livres.

Le président est The Right Hon. Viscount Harcourt, qui est aussi vice-président de la Société française du tunnel sous la Manche.

Le vice-président est le général P. Marin, qui est aussi président de la Société française du tunnel sous la Manche.

Un lien fixe et permanent

Par PIERRE BILLECOCC, secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports

LES grandes réalisations humaines ne se font pas sans la volonté, mais aussi sans la technique. C'est pourquoi la construction d'un lien fixe et permanent sous la Manche n'est pas un projet de la tradition de ce point de vue ; les privilèges qui se trouvaient présents le 17 novembre 1973 lors de la signature du traité franco-britannique ont permis, moi-même, m'en est-il semblait, qu'ils assistaient au début d'une période nouvelle de l'histoire de deux vieux peuples et que le visage de l'Europe allait s'en trouver changé.

C'est qu'en effet les études menées à bien ces dernières années montrent que les migrations humaines que l'on attend d'un lien fixe et permanent sont considérables — on avance communément le chiffre de 20 millions de voyageurs dès les premières années — et qu'elles viendront s'ajouter à un trafic de marchandises que le dynamisme des régions concernées, traditionnellement complémentaires et s'approvisionnant en produits complémentaires, laisse espérer à la mesure de l'Europe industrielle.

Messieurs les Membres du Corps Diplomatique et des Organismes Internationaux, se tiennent à leur entière disposition pour tout renseignement qu'il leur plairait d'obtenir. (Téléphone : 587.29.20) Télex : 27817 - (Citroën-Paris).

S.A. AUTOMOBILES CITROËN CHAMP-DE-MARS

CITROËN SM

Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ-de-Mars

61/0, rue de la Cavalerie 75015 Paris,

Filiale de Ventes directes

particulièrement à l'intention de

S.A. AUTOMOBILES CITROËN CHAMP-DE-MARS

CITROËN SM

Le carnet des ambassadeurs

• M. Gregorio Ortega, ambassadeur de Cuba, a donné une réception, le 10 janvier à l'occasion de la fête nationale.

• Le secrétaire général adjoint de l'Union de l'Europe occidentale, Mme Alain Planat, est dans le 22 janvier au musée Carnavalet en acceptation à laquelle assistaient de nombreuses personnalités du corps diplomatique.

Calendrier des fêtes nationales	
16 AU 22 FÉVRIER	
16 JANVIER	Fête nationale
22 JANVIER	Fête nationale
23 JANVIER	Fête nationale
24 JANVIER	Fête nationale
25 JANVIER	Fête nationale
26 JANVIER	Fête nationale
27 JANVIER	Fête nationale
28 JANVIER	Fête nationale
29 JANVIER	Fête nationale
30 JANVIER	Fête nationale
31 JANVIER	Fête nationale

Nécrologie

• M. Henri Nguyen-Thanh, ancien ministre de l'éducation nationale et ancien représentant du République du Vietnam à l'UNESCO, est décédé à Saigon le 7 janvier.

• Nous avons appris le décès de M. Albert Hayper, ambassadeur de France, survenu à Tokyo le 8 janvier.

• M. Olivier Lange, ministre plénipotentiaire, ambassadeur de France, est décédé le 13 janvier à Nice.

Noté par la S.A.R.L. le Monde.

Géométrie : Jacques Fautet, directeur de la publication, Jacques Samoy.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

صحة من الإصم

L'ACTIVITE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Après l'accord sur le dégel des forces au Proche-Orient

Le texte de l'accord intervenu le 17 janvier sur le dégel des forces au Proche-Orient a été communiqué à la fois par le Secrétaire général des Nations unies, Dag Hammarskjöld, et par le Secrétaire général des Nations arabes, Nasser. On estime à New-York que ce nouveau développement dans la crise du Proche-Orient verra la tâche de la Force d'urgence des Nations unies (FNUO) beaucoup plus facile que la FNUO joua précédemment un rôle de tampon entre les armées des deux adversaires.

A propos du conflit sur les îles Paracels

Le président du Conseil de sécurité a déclaré le 21 janvier qu'il avait demandé à l'Observateur permanent de Saigon auprès des Nations unies de se joindre à la mission d'enquête du Conseil de sécurité sur l'affaire des îles Paracels (Chine). Le président du Conseil de sécurité a déclaré que le régime du général Thieu ne pourrait pas obtenir les cinq voix nécessaires pour que sa plainte soit inscrite à l'ordre du jour. Pour sa part, la délégation chinoise a fait publier le même jour, en tant que document officiel du Conseil de sécurité, la déclaration officielle de Pékin du 20 janvier réaffirmant la souveraineté chinoise sur les îles de la mer de Chine.

UNE CONFÉRENCE MONDIALE SUR L'ÉNERGIE. — M. Kurt Waldheim s'est adressé le 21 janvier au président du Conseil de sécurité et a souligné que la FNUO avait des possibilités qui, en tant que point de vue de la médiation, pour donner suite à une proposition française visant à convoquer une conférence mondiale de l'énergie sous l'égide de l'ONU.

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT. — Le conseil d'administration du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a examiné le mois dernier les moyens d'assurer que la plus grande partie de son assistance économique ne passe pas dans les poches des plus riches. Le conseil a aussi étudié des projets de dépenses d'investissement à l'échelle de milliards de dollars en 1974.

APARTHEID. — Le comité de l'apartheid a tenu sa première réunion de l'année le 21 janvier et a lancé un appel à tous les groupes résistants pour que les pays membres relèvent le plus tôt possible la question de la détermination de l'apartheid.

CONDITION DE LA FEMME. — Le bureau de la condition de la femme de l'ONU a tenu sa première réunion le 21 janvier, ont été examinés pendant trois semaines par les représentants de l'Union internationale de la femme (UIF) et de la Commission mondiale de la femme (CMF) les propositions de la mission à l'égard des droits de la femme dans la condition de la femme de l'ONU.

DROITS DE L'HOMME. — Le groupe de travail spécial de la commission des droits de l'homme de l'ONU a tenu sa première réunion le 21 janvier, ont été examinés pendant trois semaines par les représentants de la commission des droits de l'homme de l'ONU et de la commission des droits de l'homme de l'ONU.

PROBLÈMES DE DÉVELOPPEMENT AU PROCHE-Orient. — Sous le titre "Problèmes de Développement au Proche-Orient", le conseil d'administration du PNUD a tenu sa première réunion le 21 janvier, ont été examinés pendant trois semaines par les représentants de la commission des droits de l'homme de l'ONU et de la commission des droits de l'homme de l'ONU.

JUSTICE. — Le gouvernement français a déposé le 10 janvier auprès du secrétaire général des Nations unies une notification officielle de la Cour internationale de justice (CIJ) en vertu de l'article 41 du statut de la Cour internationale de justice (CIJ) en vertu de l'article 41 du statut de la Cour internationale de justice (CIJ).

Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine

Premier bilan de l'évolution de l'économie en 1973

La Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine (CEPAL) a fait connaître le 15 janvier ses premières estimations de l'économie latino-américaine en 1973. Trois caractéristiques principales ressortent de l'analyse : l'augmentation du taux de croissance du produit intérieur brut, la hausse spectaculaire de la valeur courante des exportations, et l'accroissement très marqué des tendances inflationnistes.

Estimées sur la base des données des huit pays clés qui représentent à eux seuls 85 % du produit intérieur brut à été de 7,9 % (7,4 % en 1972). L'intérieur brut a été de 7,9 % (7,4 % en 1972). L'intérieur brut a été de 7,9 % (7,4 % en 1972). L'intérieur brut a été de 7,9 % (7,4 % en 1972).

La hausse spectaculaire de la valeur courante des exportations, estimée à plus de 40 %, s'explique essentiellement par les très fortes augmentations des prix des matières premières exportées.

Les progrès rapides de l'inflation ont cependant apporté des ombres à ce tableau, plus satisfaisant que par le passé : durant les six premiers mois de 1974, elle est passée de 20 à 25 % en Argentine, de 75 à 100 % en Uruguay et de 75 à 250 % au Chili.

COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'EUROPE. — Le secrétariat de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (CEE) a tenu sa première réunion le 15 janvier, ont été examinés pendant trois semaines par les représentants de la commission des droits de l'homme de l'ONU et de la commission des droits de l'homme de l'ONU.

COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'EUROPE. — Le secrétariat de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (CEE) a tenu sa première réunion le 15 janvier, ont été examinés pendant trois semaines par les représentants de la commission des droits de l'homme de l'ONU et de la commission des droits de l'homme de l'ONU.

NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES À VOCATION MONDIALE

Travail

La deuxième conférence régionale européenne

La deuxième conférence régionale européenne de l'Organisation internationale du travail (OIT) a été ouverte le 14 au 20 janvier. Représentants gouvernementaux, employeurs et travailleurs de deux cent quatre-vingt pays du continent européen ont discuté à cette occasion de l'action future de l'OIT et ont adopté des résolutions sur les conditions de travail et de vie dans leurs pays.

Dans une résolution, la conférence a demandé aux gouvernements des États membres et à l'administration de l'OIT de coopérer afin d'accroître les moyens propres à promouvoir et à renforcer la coopération européenne dans le domaine du travail, avec notamment la convocation régulière de conférences régionales européennes et la création d'une commission consultative européenne se réunissant dans l'intervalle selon un mandat à définir.

F.A.O.

Les secours aux victimes de la sécheresse en Afrique

UN DES DERNIERS DERNIERS. — Le directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.), le 15 décembre, les représentants de trente-deux pays ont été invités à apporter leur soutien à la campagne de secours aux victimes de la sécheresse en Afrique. Le F.A.O. a, en effet, demandé au gouvernement éthiopien de mettre en œuvre des mesures d'urgence pour le redressement de l'économie.

Un conseil spécial a été lancé le 4 janvier par le F.A.O. pour qu'un effort soit consenti en faveur des populations du Sahel, de la Mauritanie à l'Éthiopie.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. — Sur recommandation du directeur général du Programme alimentaire mondial (PAM), le directeur général de la F.A.O. a décidé le 15 janvier d'un transfert de 300 millions de dollars de la F.A.O. à la F.A.O. pour qu'un effort soit consenti en faveur des populations du Sahel, de la Mauritanie à l'Éthiopie.

LA CRISE DU PÉTROLE ET LE DÉVELOPPEMENT. — Le directeur général de la F.A.O. a décidé le 15 janvier d'un transfert de 300 millions de dollars de la F.A.O. à la F.A.O. pour qu'un effort soit consenti en faveur des populations du Sahel, de la Mauritanie à l'Éthiopie.

LA CRISE DU PÉTROLE ET LE DÉVELOPPEMENT. — Le directeur général de la F.A.O. a décidé le 15 janvier d'un transfert de 300 millions de dollars de la F.A.O. à la F.A.O. pour qu'un effort soit consenti en faveur des populations du Sahel, de la Mauritanie à l'Éthiopie.

Aviation civile

Le volume du trafic en 1973

SELON DES ESTIMATIONS PUBLIÉES FIN DÉCEMBRE par l'Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.), les compagnies aériennes ont transporté en 1973 plus de passagers et de fret que jamais auparavant.

Le trafic total (passagers et bagages, fret et poste) est en effet passé de 1,5 milliard de tonnes-milles en 1972 à 1,6 milliard de tonnes-milles en 1973, soit une augmentation de 6,5 %.

UNESCO. — M. René Maheu, directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, a lancé le 2 janvier un appel en vue de la suppression des castes de l'Inde. Le directeur général de l'UNESCO a déclaré que la suppression des castes est une condition essentielle pour le développement de l'Inde.

SAINT. — Le conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la santé a décidé le 15 janvier d'un transfert de 300 millions de dollars de la F.A.O. à la F.A.O. pour qu'un effort soit consenti en faveur des populations du Sahel, de la Mauritanie à l'Éthiopie.

SAINT. — Le conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la santé a décidé le 15 janvier d'un transfert de 300 millions de dollars de la F.A.O. à la F.A.O. pour qu'un effort soit consenti en faveur des populations du Sahel, de la Mauritanie à l'Éthiopie.

SAINT. — Le conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la santé a décidé le 15 janvier d'un transfert de 300 millions de dollars de la F.A.O. à la F.A.O. pour qu'un effort soit consenti en faveur des populations du Sahel, de la Mauritanie à l'Éthiopie.

SAINT. — Le conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la santé a décidé le 15 janvier d'un transfert de 300 millions de dollars de la F.A.O. à la F.A.O. pour qu'un effort soit consenti en faveur des populations du Sahel, de la Mauritanie à l'Éthiopie.

SAINT. — Le conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la santé a décidé le 15 janvier d'un transfert de 300 millions de dollars de la F.A.O. à la F.A.O. pour qu'un effort soit consenti en faveur des populations du Sahel, de la Mauritanie à l'Éthiopie.

SAINT. — Le conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la santé a décidé le 15 janvier d'un transfert de 300 millions de dollars de la F.A.O. à la F.A.O. pour qu'un effort soit consenti en faveur des populations du Sahel, de la Mauritanie à l'Éthiopie.

SAINT. — Le conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la santé a décidé le 15 janvier d'un transfert de 300 millions de dollars de la F.A.O. à la F.A.O. pour qu'un effort soit consenti en faveur des populations du Sahel, de la Mauritanie à l'Éthiopie.

SAINT. — Le conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la santé a décidé le 15 janvier d'un transfert de 300 millions de dollars de la F.A.O. à la F.A.O. pour qu'un effort soit consenti en faveur des populations du Sahel, de la Mauritanie à l'Éthiopie.

SAINT. — Le conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la santé a décidé le 15 janvier d'un transfert de 300 millions de dollars de la F.A.O. à la F.A.O. pour qu'un effort soit consenti en faveur des populations du Sahel, de la Mauritanie à l'Éthiopie.

la Banque de développement agricole dont bénéficieront des petites et moyennes entreprises en milieu rural.

40 millions de dollars à la Turquie le 17 janvier (pour 1974) et à 7,25 %, pour la réalisation d'un premier projet d'utilisation des ressources forestières turques.

25 millions de dollars à l'Irak le 17 janvier (pour 1974) et à 7,25 %, pour l'aider à financer un projet de développement de l'enseignement.

Nouveaux crédits de l'IDA

De son côté, l'Association internationale de développement (IDA) a annoncé l'octroi de neuf nouveaux crédits :

- 10 millions de dollars à la République du Zaïre le 28 décembre, pour lui permettre de financer le coût en devises étrangères des projets d'investissement qui seront approuvés au cours des deux prochaines années par la SOTIDE, Société financière privée de développement.
- 11,500 millions de dollars à l'Afghanistan le 30 décembre, pour l'amélioration et l'entretien de 1,800 kilomètres de routes.
- 80 millions de dollars à l'Inde le 20 décembre, pour permettre le financement d'un programme d'investissement dans les chemins de fer indiens au cours des quatre prochaines années.
- 10 millions de dollars à l'Indonésie le 28 décembre, pour aider au financement d'études hautement prioritaires et de projets d'assistance technique.
- 24 millions de dollars au Soudan le 10 janvier, pour contribuer à l'amélioration du réseau ferroviaire.
- 17,800 millions de dollars à la Tunisie le 10 janvier, pour l'extension d'un programme d'investissement dans la production de coton et de mûles du district de Gafsa, dans la région de Médenine.
- 18 millions de dollars à l'Inde le 10 janvier, pour financer un programme d'amélioration du traitement et de la commercialisation des produits de l'industrie textile.
- 6 millions de dollars à la République malgache le 17 janvier, pour un projet visant à moderniser l'industrie du sucre.
- 20 millions de dollars à la Bolivie le 17 janvier, pour soutenir un programme de développement de l'industrie minière.

Rapportons que les crédits de l'IDA sont accordés pour une période de 10 à 20 ans avec une commission de 0,75 %.

Opération conjointe de la Banque mondiale et de l'IDA au Honduras

Le 28 décembre, la Banque mondiale a annoncé un prêt de 3 millions de dollars au Honduras (pour trente ans à 7,25 %) qui lui permettra de mener à bien un vaste programme d'amélioration de l'enseignement primaire. Ce prêt était assorti d'un crédit de l'IDA d'un montant de 3 millions de dollars (pour dix ans à 7,25 %).

ÉMISSION D'OBLIGATIONS EN RUSSIE. — La Banque mondiale a annoncé le 15 janvier qu'elle a autorisé une émission d'obligations d'une durée de quinze ans à 7,25 % pour financer le projet de développement de l'industrie minière. Ce prêt était assorti d'un crédit de l'IDA d'un montant de 3 millions de dollars (pour dix ans à 7,25 %).

NAVIGATION MARITIME. — M. C.-P. Brasseur (Inde), secrétaire général de l'Organisation internationale de la navigation maritime (O.N.I.), a pris ses fonctions le 15 janvier.

NOUVEAUX PRÊTS DU DOLLAR DES BANANES. — Le conseil exécutif de la Banque mondiale a décidé le 15 janvier d'un transfert de 300 millions de dollars de la F.A.O. à la F.A.O. pour qu'un effort soit consenti en faveur des populations du Sahel, de la Mauritanie à l'Éthiopie.

LA BSI EST AUTOMATIQUEMENT À L'ÉTAT DE DÉFAUT. — Le conseil exécutif de la Banque mondiale a décidé le 15 janvier d'un transfert de 300 millions de dollars de la F.A.O. à la F.A.O. pour qu'un effort soit consenti en faveur des populations du Sahel, de la Mauritanie à l'Éthiopie.

LA BSI EST AUTOMATIQUEMENT À L'ÉTAT DE DÉFAUT. — Le conseil exécutif de la Banque mondiale a décidé le 15 janvier d'un transfert de 300 millions de dollars de la F.A.O. à la F.A.O. pour qu'un effort soit consenti en faveur des populations du Sahel, de la Mauritanie à l'Éthiopie.

LA BSI EST AUTOMATIQUEMENT À L'ÉTAT DE DÉFAUT. — Le conseil exécutif de la Banque mondiale a décidé le 15 janvier d'un transfert de 300 millions de dollars de la F.A.O. à la F.A.O. pour qu'un effort soit consenti en faveur des populations du Sahel, de la Mauritanie à l'Éthiopie.

LA BSI EST AUTOMATIQUEMENT À L'ÉTAT DE DÉFAUT. — Le conseil exécutif de la Banque mondiale a décidé le 15 janvier d'un transfert de 300 millions de dollars de la F.A.O. à la F.A.O. pour qu'un effort soit consenti en faveur des populations du Sahel, de la Mauritanie à l'Éthiopie.

LA BSI EST AUTOMATIQUEMENT À L'ÉTAT DE DÉFAUT. — Le conseil exécutif de la Banque mondiale a décidé le 15 janvier d'un transfert de 300 millions de dollars de la F.A.O. à la F.A.O. pour qu'un effort soit consenti en faveur des populations du Sahel, de la Mauritanie à l'Éthiopie.

VIENT DE PARAÎTRE :

CHABAN-DELMAS À BORDEAUX

Société et politique, par JACQUES LAGROYE. Comment le député-maire d'une grande ville parvient-il à s'imposer comme leader et à consolider sa position au point que nul n'envisage vraiment de le déloger ? 346 pages — 42,80 T.T.C.

ÉDITIONS A. PEDONE, 13, rue Soufflot, Paris-5. — Tél. : 033-05-97

COOPERATION AVEC LES PAYS ARABES. — Une délégation de la Banque africaine de développement s'est rendue en Arabie saoudienne pour discuter avec M. Nour Zuhair, secrétaire général du Fonds arabe de développement (O.F.A.D.), des modalités de la coopération envisagée et renouer avec les pays arabes qui veulent intégrer dans tous les domaines avec les pays africains.

NOUVEAU MEMBRE. — Le Maroc a été élu membre de la Banque africaine de développement. Le 10 février 1974, le conseil d'administration de la Banque africaine de développement a élu le Maroc à sa 12^{ème} session ordinaire.

NOMINATIONS. — Le conseil d'administration de la Banque africaine de développement a élu ou réélu ses membres pour la période 1974-1976. M. Louis-Paul Nègre (France), M. Amin El-Din El-Din (Libye), M. El-Din El-Din (Libye), M. El-Din El-Din (Libye).

Banque européenne d'investissement

Prêts à l'Irlande, à la France, à l'Italie et à la Turquie

DU 10 décembre au 17 janvier, la Banque européenne d'investissement (B.E.I.) a accordé une série de prêts. Le 10 décembre, elle a accordé 800 millions de francs français (123 000 millions de francs) à l'Agence irlandaise de développement (A.I.D.) de Dublin qui recouvrera ce montant à l'Irlande. L'Agence irlandaise de développement (A.I.D.) de Dublin qui recouvrera ce montant à l'Irlande. L'Agence irlandaise de développement (A.I.D.) de Dublin qui recouvrera ce montant à l'Irlande.

Deuxième série de prêts. Le 17 janvier, la Banque européenne d'investissement (B.E.I.) a accordé 25 millions de francs français (3 750 millions de francs) à la Banque de la République de France (pour prêts aux taux de 8,75 %), pour contribuer au développement de l'agriculture et de la pêche.

La Banque européenne d'investissement (B.E.I.) a accordé 25 millions de francs français (3 750 millions de francs) à la Banque de la République de France (pour prêts aux taux de 8,75 %), pour contribuer au développement de l'agriculture et de la pêche.

Banque interaméricaine de développement

Prêts à l'Argentine, au Brésil, à l'Equateur et à la Colombie

LA Banque interaméricaine de développement (B.I.D.) a annoncé le 20 décembre l'octroi de cinq prêts, d'un montant total de 184,2 millions de dollars, accordés en faveur des pays suivants :

GROUPEMENTS ECONOMIQUES ET COMMERCIAUX

GATT

Mise au point définitive de l'accord sur le textile

APRÈS plusieurs mois de négociations, un accord bilatéral « arrangement concernant les textiles » a été mis au point définitivement le 20 décembre 1973. L'accord a été signé par les représentants des deux parties, le Japon et les Etats-Unis.

Le nouvel accord est destiné à se substituer progressivement à l'accord à long terme sur les textiles de coton conclu en 1962 et renouvelé plusieurs fois depuis lors. Il remplacera également, par étapes, les nombreux arrangements bilatéraux de toute nature qui entravent actuellement le libre commerce des différents textiles.

O.C.D.E.

Comment financer le déficit des paiements des pays consommateurs de pétrole ?

LE comité des problèmes de balance des paiements de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.), qui a réuni à Bonn le 16 janvier, s'est préoccupé des moyens de financer le déficit des paiements des pays consommateurs de pétrole. Le comité a examiné les problèmes de balance des paiements des pays consommateurs de pétrole et a proposé des mesures pour réduire le déficit.

Le comité a examiné les problèmes de balance des paiements des pays consommateurs de pétrole et a proposé des mesures pour réduire le déficit.

Argentine : 11,5 millions de dollars consentis à la Compagnie Hidro Eléctrica de San Francisco (pour vingt ans au taux de 8 %) pour la construction d'une centrale hydro-électrique de 100 MW.

Brazil : 84,5 millions de dollars attribués à la Companhia Hidro Eléctrica de São Paulo (pour vingt ans au taux de 8 %) pour la construction d'une centrale hydro-électrique de 100 MW.

Equateur : 15 millions de dollars à la Banque Nacional de Pomento (pour quarante ans au taux de 10 %) pour la construction d'une centrale hydro-électrique de 100 MW.

Colombie : 44,5 millions de dollars consentis à l'Intercomercial de Energía (pour vingt ans au taux de 8 %) pour la construction d'une centrale hydro-électrique de 100 MW.

Fonds européen de développement

Cinq nouvelles décisions de financement

LA suite de l'avis favorable émis par le conseil du Fonds européen de développement (F.E.D.) lors de sa quatre-vingt-troisième session le 10 décembre, le Comité des Communautés européennes a pris le 20 décembre cinq nouvelles décisions de financement sur les aides non remboursables au titre du F.E.D. pour un montant de 4 493 millions d'unités de compte.

1. République du Mali. — Développement de la culture du coton. 1 000 millions F.C.M. équivalant à environ 1 000 millions d'unités de compte.

2. République Centrafricaine. — Financement complémentaire du programme intégré de développement de la zone cotonnière. 1 000 millions F.C.M. équivalant à environ 1 000 millions d'unités de compte.

3. République populaire du Congo. — Extension du port de Brazzaville. 150 millions de F.C.M. équivalant à 150 millions d'unités de compte.

4. Ensemble des Etats associés africains. — 22 000 millions de francs français (3 300 millions de francs) pour financer divers projets de développement.

5. Sénégal, Mauritanie, Mali, Haute-Volta, Niger. — Aide technique et financière.

RECETTES FINANCIERES

Les apports de ressources aux pays en voie de développement (en millions de dollars) en 1973.

Association latino-américaine de libre-commerce

Entrée en vigueur du protocole de Caracas portant révision du traité de Montevideo

LE protocole de Caracas portant révision du traité de Montevideo est entré en vigueur le 20 décembre 1973. Le protocole a été signé par les représentants des deux parties, le Venezuela et les Etats-Unis.

Le protocole de Caracas portant révision du traité de Montevideo est entré en vigueur le 20 décembre 1973. Le protocole a été signé par les représentants des deux parties, le Venezuela et les Etats-Unis.

Le protocole de Caracas portant révision du traité de Montevideo est entré en vigueur le 20 décembre 1973. Le protocole a été signé par les représentants des deux parties, le Venezuela et les Etats-Unis.

Le protocole de Caracas portant révision du traité de Montevideo est entré en vigueur le 20 décembre 1973. Le protocole a été signé par les représentants des deux parties, le Venezuela et les Etats-Unis.

Le protocole de Caracas portant révision du traité de Montevideo est entré en vigueur le 20 décembre 1973. Le protocole a été signé par les représentants des deux parties, le Venezuela et les Etats-Unis.

Le protocole de Caracas portant révision du traité de Montevideo est entré en vigueur le 20 décembre 1973. Le protocole a été signé par les représentants des deux parties, le Venezuela et les Etats-Unis.

tion du 10 % est intervenue entre ces trois derniers pays, ramenant leur protection douanière à 70 % de leur niveau au 31 décembre 1973.

Quant au Venezuela, nouveau venu dans le groupe andin, il devra, sous vingt jours après le 31 décembre 1973, procéder à la suppression des droits à l'importation et à des réductions non tarifaires qui pénalisent les produits en provenance de la Bolivie et de l'Equateur.

Sur les marchés de la Bolivie et de l'Equateur, les industries de dérivés du pétrole ont subi une réduction annuelle de 10 % qui interviendra régulièrement à partir de cette année jusqu'à la suppression définitive des droits de douane dans l'ensemble de la sous-région à la date du 31 décembre 1983.

TRANSPORTS MARITIMES. — Lors d'une réunion du Groupe andin sur les transports, tenue à Caracas (Colombie) du 21 au 23 janvier, les représentants des quatre pays membres du Groupe andin ont décidé de créer le Comité des Communautés des Caraïbes.

Marché commun des Caraïbes

Deuxième session du conseil des ministres

LE conseil des ministres du Marché commun des Caraïbes s'est réuni à Georgetown le 11 janvier, en présence des représentants des quatre pays signataires du traité de Chaguayama. Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie.

Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie. Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie.

Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie. Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie.

Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie. Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie.

Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie. Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie.

Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie. Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie.

Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie. Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie.

Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie. Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie.

Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie. Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie.

Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie. Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie.

Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie. Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie.

Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie. Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie.

Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie. Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie.

Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie. Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie.

Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie. Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie.

Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie. Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie.

Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie. Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie.

Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie. Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie.

Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie. Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie.

Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie. Le conseil a examiné les questions relatives au commerce et à l'industrie.

majorité si le dollar haussait et diminuait si le dollar baissait.

La commission économique de l'OPEP a été chargée d'élaborer des études en vue de l'établissement d'un système de fixation à long terme des prix du pétrole.

Les ministres ont aussi exprimé l'espoir que les pays industrialisés adopteront les mesures nécessaires pour limiter les tendances haussières inflationnistes dans leurs pays, et pour contrôler la manière dont les compagnies pétrolières augmentent les prix des produits pétroliers aux consommateurs.

La suite des débats concernera dans l'après-midi le marché du pétrole, les pays membres de l'OPEP ont aussi décidé d'abandonner le rapport 14 à 1 chiro les prix affichés et les prix du marché.

Enfin, les ministres ont décidé d'élaborer des propositions qui aient été formulées au sujet de la création d'un organisme chargé de surveiller les tendances inflationnistes dans les pays industrialisés.

Les ministres ont aussi décidé d'élaborer des propositions qui aient été formulées au sujet de la création d'un organisme chargé de surveiller les tendances inflationnistes dans les pays industrialisés.

Les ministres ont aussi décidé d'élaborer des propositions qui aient été formulées au sujet de la création d'un organisme chargé de surveiller les tendances inflationnistes dans les pays industrialisés.

Les ministres ont aussi décidé d'élaborer des propositions qui aient été formulées au sujet de la création d'un organisme chargé de surveiller les tendances inflationnistes dans les pays industrialisés.

Les ministres ont aussi décidé d'élaborer des propositions qui aient été formulées au sujet de la création d'un organisme chargé de surveiller les tendances inflationnistes dans les pays industrialisés.

Les ministres ont aussi décidé d'élaborer des propositions qui aient été formulées au sujet de la création d'un organisme chargé de surveiller les tendances inflationnistes dans les pays industrialisés.

Les ministres ont aussi décidé d'élaborer des propositions qui aient été formulées au sujet de la création d'un organisme chargé de surveiller les tendances inflationnistes dans les pays industrialisés.

Les ministres ont aussi décidé d'élaborer des propositions qui aient été formulées au sujet de la création d'un organisme chargé de surveiller les tendances inflationnistes dans les pays industrialisés.

Les ministres ont aussi décidé d'élaborer des propositions qui aient été formulées au sujet de la création d'un organisme chargé de surveiller les tendances inflationnistes dans les pays industrialisés.

Les ministres ont aussi décidé d'élaborer des propositions qui aient été formulées au sujet de la création d'un organisme chargé de surveiller les tendances inflationnistes dans les pays industrialisés.

Les ministres ont aussi décidé d'élaborer des propositions qui aient été formulées au sujet de la création d'un organisme chargé de surveiller les tendances inflationnistes dans les pays industrialisés.

Les ministres ont aussi décidé d'élaborer des propositions qui aient été formulées au sujet de la création d'un organisme chargé de surveiller les tendances inflationnistes dans les pays industrialisés.

Les ministres ont aussi décidé d'élaborer des propositions qui aient été formulées au sujet de la création d'un organisme chargé de surveiller les tendances inflationnistes dans les pays industrialisés.

Les ministres ont aussi décidé d'élaborer des propositions qui aient été formulées au sujet de la création d'un organisme chargé de surveiller les tendances inflationnistes dans les pays industrialisés.

Les ministres ont aussi décidé d'élaborer des propositions qui aient été formulées au sujet de la création d'un organisme chargé de surveiller les tendances inflationnistes dans les pays industrialisés.

Les ministres ont aussi décidé d'élaborer des propositions qui aient été formulées au sujet de la création d'un organisme chargé de surveiller les tendances inflationnistes dans les pays industrialisés.

Les ministres ont aussi décidé d'élaborer des propositions qui aient été formulées au sujet de la création d'un organisme chargé de surveiller les tendances inflationnistes dans les pays industrialisés.

Les ministres ont aussi décidé d'élaborer des propositions qui aient été formulées au sujet de la création d'un organisme chargé de surveiller les tendances inflationnistes dans les pays industrialisés.

Les ministres ont aussi décidé d'élaborer des propositions qui aient été formulées au sujet de la création d'un organisme chargé de surveiller les tendances inflationnistes dans les pays industrialisés.

Les ministres ont aussi décidé d'élaborer des propositions qui aient été formulées au sujet de la création d'un organisme chargé de surveiller les tendances inflationnistes dans les pays industrialisés.

Les ministres ont aussi décidé d'élaborer des propositions qui aient été formulées au sujet de la création d'un organisme chargé de surveiller les tendances inflationnistes dans les pays industrialisés.

Les ministres ont aussi décidé d'élaborer des propositions qui aient été formulées au sujet de la création d'un organisme chargé de surveiller les tendances inflationnistes dans les pays industrialisés.

Les ministres ont aussi décidé d'élaborer des propositions qui aient été formulées au sujet de la création d'un organisme chargé de surveiller les tendances inflationnistes dans les pays industrialisés.

COMMUNAUTES EUROPEENNES

Marché commun

Echec du conseil des Neuf sur la viande bovine

LE ministre français de l'Agriculture, M. François-Xavier de Planhol, a déclaré le 20 décembre que le conseil des ministres de l'agriculture des neuf pays du marché commun n'a pas pu s'accorder sur la viande bovine.

Le conseil des ministres de l'agriculture des neuf pays du marché commun n'a pas pu s'accorder sur la viande bovine.

Le conseil des ministres de l'agriculture des neuf pays du marché commun n'a pas pu s'accorder sur la viande bovine.

Le conseil des ministres de l'agriculture des neuf pays du marché commun n'a pas pu s'accorder sur la viande bovine.

Le conseil des ministres de l'agriculture des neuf pays du marché commun n'a pas pu s'accorder sur la viande bovine.

Le conseil des ministres de l'agriculture des neuf pays du marché commun n'a pas pu s'accorder sur la viande bovine.

Le conseil des ministres de l'agriculture des neuf pays du marché commun n'a pas pu s'accorder sur la viande bovine.

Le conseil des ministres de l'agriculture des neuf pays du marché commun n'a pas pu s'accorder sur la viande bovine.

Le conseil des ministres de l'agriculture des neuf pays du marché commun n'a pas pu s'accorder sur la viande bovine.

Le conseil des ministres de l'agriculture des neuf pays du marché commun n'a pas pu s'accorder sur la viande bovine.

Le conseil des ministres de l'agriculture des neuf pays du marché commun n'a pas pu s'accorder sur la viande bovine.

Le conseil des ministres de l'agriculture des neuf pays du marché commun n'a pas pu s'accorder sur la viande bovine.

APPLICATION DES REGLES ANTIDROGUE

La Commission des Communautés européennes a décidé d'appliquer les règles antidrogue du Marché commun dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et de la pêche.

La Commission des Communautés européennes a décidé d'appliquer les règles antidrogue du Marché commun dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et de la pêche.

La Commission des Communautés européennes a décidé d'appliquer les règles antidrogue du Marché commun dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et de la pêche.

La Commission des Communautés européennes a décidé d'appliquer les règles antidrogue du Marché commun dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et de la pêche.

La Commission des Communautés européennes a décidé d'appliquer les règles antidrogue du Marché commun dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et de la pêche.

La Commission des Communautés européennes a décidé d'appliquer les règles antidrogue du Marché commun dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et de la pêche.

La Commission des Communautés européennes a décidé d'appliquer les règles antidrogue du Marché commun dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et de la pêche.

La Commission des Communautés européennes a décidé d'appliquer les règles antidrogue du Marché commun dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et de la pêche.

La Commission des Communautés européennes a décidé d'appliquer les règles antidrogue du Marché commun dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et de la pêche.

La Commission des Communautés européennes a décidé d'appliquer les règles antidrogue du Marché commun dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et de la pêche.

La Commission des Communautés européennes a décidé d'appliquer les règles antidrogue du Marché commun dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et de la pêche.

La Commission des Communautés européennes a décidé d'appliquer les règles antidrogue du Marché commun dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et de la pêche.

La Commission des Communautés européennes a décidé d'appliquer les règles antidrogue du Marché commun dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et de la pêche.

La Commission des Communautés européennes a décidé d'appliquer les règles antidrogue du Marché commun dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et de la pêche.

La Commission des Communautés européennes a décidé d'appliquer les règles antidrogue du Marché commun dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et de la pêche.

La Commission des Communautés européennes a décidé d'appliquer les règles antidrogue du Marché commun dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et de la pêche.

La Commission des Communautés européennes a décidé d'appliquer les règles antidrogue du Marché commun dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et de la pêche.

La Commission des Communautés européennes a décidé d'appliquer les règles antidrogue du Marché commun dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et de la pêche.

La Commission des Communautés européennes a décidé d'appliquer les règles antidrogue du Marché commun dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et de la pêche.

مجلس الوزراء

CONGO

"Le socialisme n'est pas un jeu de mots" ?

Par THOMAS LAMAURY

L Il s'agit maintenant de passer aux actes. La nouvelle décennie de la révolution congolaise vise à l'accroissement de la production, « dans la discipline et le travail ».

Les exceptionnelles festivités du dixième anniversaire de la chute du premier président de la République, l'abbé Fulbert Youlou, et de l'instauration d'un pouvoir populaire ont été l'occasion pour le chef de l'Etat congolais, le commandant Marien N'Gouabi, d'exposer un bilan. D'autant plus que les événements des mois précédents appelaient presque une autocritique. La parade a été trouvée dans la formulation d'un nouvel objectif qui s'apparente à un pari : la politique congolaise doit passer de la parole aux actes. Le « socialisme de la parole » entre donc dans une phase de mutation, de structuration, d'institutionnalisation. La transition convenue doit déboucher sur un « socialisme de l'efficacité ». Le socialisme demeure, mais « cela doit changer ».

L A première session ordinaire de l'Assemblée nationale élue le 24 juin dernier a été l'occasion de réaffirmer, de préciser et de créer les moyens de cette nouvelle politique. La mesure la plus spectaculaire a été l'adoption de l'amnistie générale préconisée au mois d'août par le président N'Gouabi en vue « d'effacer toutes les traces de ce qui a pu séparer depuis 1963 la grande famille congolaise ».

La plupart des condamnés politiques depuis dix ans bénéficient d'une remise totale de leur peine sauf pour un certain nombre qui sont assignés à résidence « à la campagne », dans leur région natale, au sein d'unités de production. C'est le cas notamment du commandant Félix Mouzakabani et de M. Bernard Kolela, impliqués dans des complots en 1969, et de la plupart des condamnés de la tentative de coup d'Etat « staliniste » menée par le lieutenant André Diawara en février 1972. L'ancien premier ministre, M. Ambroise Nkomazalwa, devra lui aussi résider en dehors de la capitale, bien qu'il soit né à Brazzaville.

Cette amnistie, qui concerne plus de deux cents détenus, ôte aux adversaires intérieurs et extérieurs du régime un de leurs arguments naturels. Elle ne reformera cependant pas de sitôt les plaies ouvertes par une répression particulièrement dure qui a sévi de longs mois dans la région sud de Brazzaville où étaient traqués l'ex-lieutenant Diawara et ses compagnons de maquis. De nombreux paysans ne sont pas, semble-t-il, restés insensibles aux thèses critiques de l'ancien membre du bureau politique.

L E scrutin pour le référendum constitutionnel et les élections législatives de juin a en effet prouvé que, dans plusieurs régions, une sourde méfiance persistait à l'égard de l'administration et des représentants du gouvernement. Officiellement, en maints endroits, les listes présentées par le parti n'ont pas été élues, faute d'obtenir la majorité absolue des suffrages. La campagne électorale a été difficile pour les candidats gouvernementaux, en particulier dans la région de Pointe-Noire, où de multiples incidents, dont certains étaient graves, ont éclaté.

La Constitution adoptée, « dominée, selon le chef de l'Etat, par le souci constant de l'unité, de la paix nationale et par celui d'engager de plus grands combats contre l'impérialisme », remplace celle de janvier 1970, et marque la volonté de « repartir de zéro ». La nouvelle Assemblée législative élue — cent quinze membres — est la quatrième au Congo depuis le régime dit de la loi-cadre et la deuxième depuis la révolution des « trois glorieuses », en 1963. Aucune assemblée n'avait été élue depuis la chute du président Alphonse Massembat-Debat, en 1968.

Les principales innovations constitutionnelles — création d'un poste de premier ministre, chef de gouvernement, et d'un nouveau « conseil d'Etat », sorte de conseil présidentiel — témoignent de cette volonté de structurer la révolution.

La désignation du premier ministre s'est révélée assez délicate. Des noms de candidats ont circulé, ainsi que les noms de personnalités pressenties qui auraient décliné l'offre faite.

Que le choix se soit porté en définitive sur M. Henri Lopes ne surprend pas dans la mesure où une volonté d'efficacité a été nettement affirmée. La notoriété de M. Henri Lopes n'est pas seulement due à ses dons d'écrivain ou d'orateur. Travailleur acharné, désireux d'affirmer sa compétence dans les domai-

nes qui lui sont confiés, le nouveau premier ministre congolais exerce une influence ambiguë — mais forte — sur les cadres du parti unique, le Parti congolais du travail (P.C.T.). Craint pour sa fermeté, redouté pour son intelligence, affaibli par ses origines qui ne lui assurent aucune assise régionale, M. Henri Lopes est certain de devoir affronter des adversaires convaincus. Un attentat n'a-t-il d'ailleurs pas eu lieu contre lui, à son domicile, au mois de septembre ?

A U moment où la révolution se façonne dans un nouveau moule, l'armée, qui a été mêlée de près à tous les récents soubresauts de la vie politique du pays, ne pouvait pas — et principalement du fait de la personnalité de son chef d'Etat-major général — ne pas subir les contre-coups de la réorganisation de l'Etat.

Le colonel Yhombi Opango a ainsi été « déchargé de ses fonctions » à la direction de l'Etat-major. Certains notent que la mesure est intervenue une semaine seulement avant qu'il n'accomplisse un séjour en France à l'invitation des autorités militaires françaises.

Considéré comme le « numéro deux » et par moments comme l'« homme fort » du régime, le colonel Yhombi Opango fut l'adversaire sans pitié de la frange dite de « gauches » du parti. Réputé « proche de l'ambassade de France » (comme on dit en Afrique francophone), il fut souvent présenté comme le « danger de droite », « l'épée de Damoclès » suspendue au-dessus de la révolution et de ses tourbillons.

Cette image de marque, certainement quelque peu outrée, ne paraît cependant pas entièrement dénuée de fondement. Qu'il ait pu ainsi être relevé de ses fonctions sans susciter de sérieuses réactions démontre l'assurance de l'actuel président congolais, qui a par ailleurs manifesté sa confiance en s'abandonnant à de nombreuses reprises du pays ces derniers mois pour se rendre en Chine, en Corée du Nord, en Europe de l'Est et à Alger, au « sommet » des pays non alignés.

De conseils des ministres en réunions de travail, les mesures de reprise en main administrative et économique du pays se succèdent. Tous les obstacles de nature politique paraissent aplatis. Une commission a, par exemple, été désignée pour lutter contre « les maux paralysant l'appareil d'Etat » et contre les « chantiers de la révolution qui se sont ouverts jusqu'à leur verbe creux et leur paresse cancéreuse ».

L EVOLUTION préoccupante de l'économie, la permanence de la mainmise étrangère sur les principaux secteurs, une situation financière qui ne cesse de se dégrader, le développement du chômage, signalent qu'il est urgent de concrétiser les slogans et mots d'ordre de toutes natures lancés depuis des années pour une prise de conscience des contradictions de la société congolaise.

Entre 1964 et 1970, le montant global des investissements a fléchi, les échecs de gestion des entreprises

d'Etat sont patents, le processus de reprise en main par le Congo de ses richesses — loin d'être négligeables — n'a pas été mené à son terme ni même véritablement amorcé. Or il s'agit bien de l'essentiel d'un problème politique.

Comment expliquer que pour 80 % l'économie du pays soit toujours dominée par des capitaux étrangers dans cette République populaire ? Que les « moudéles » (les étrangers) n'aient rien perdu de cette prospérité qu'ils affichent ostensiblement et qui subsiste pour une bonne part grâce à un odolore régime de transfert des capitaux et à une imposition sur les revenus dont le moins que l'on puisse écrire est qu'elle n'a pas la sévérité requise ?

Une des réponses les plus aisées demeure dans cette volonté de perpétuer le lien privilégié tissé par l'histoire entre la France et le Congo. Les accords de coopération conclus entre les deux pays n'ont jamais été réellement remis en question. La procédure de révision en cours, l'« actualisation », la définition de « nouvelles règles du jeu », selon le président N'Gouabi, vont entériner les modifications apportées dans le passé par le simple cours des événements. Aucune révolution n'est à l'ordre du jour dans ce dessein que l'on se plaît d'ailleurs à présenter comme « technique ». C'est un signe...

P ETIT pays du point de vue géostrophique, le Congo n'est pas négligeable pour les intérêts français. La conjoncture internationale tend même à renforcer l'attrait qu'il exerce et qui n'est pas resté inaperçu. Le sous-sol marin, au large de Pointe-Noire, recèle en effet du pétrole exploité par le groupe Elf-Erap. Plus de 2 millions de tonnes vont être produites cette année. Les réserves sont d'ores et déjà évaluées à plus de 5 milliards de tonnes. Un nouveau protocole d'accord entre l'Etat congolais et la société Elf-Congo a été signé en juillet et concerne la recherche pétrolière et minière dans les régions ouest et nord de Brazzaville.

Il y a aussi la potasse, dont l'exploitation, entreprise par la Société des potasses d'Alsace, prête à contestation pour la nature des investissements, les évaluations de prospection et le niveau actuel de la production. Le secrétaire général des syndicats congolais, M. Anatole Khondo, vient d'ailleurs d'accomplir un voyage en France, où il a rencontré les responsables syndicaux des mines domaniales de potasse d'Alsace.

C'est à cette structure économique du pays, véritable concession française, que la révolution congolaise, si son succès souffre, est assez puissant, cherchera à s'attaquer dès les premières années de sa deuxième décennie.

Les luttes de factions au sein du parti, qui ont freiné bien des élans et des enthousiasmes, sont atténuées par l'élimination des principales d'entre elles. La mobilisation des masses a été tenue en échec par un véritable déferlement verbal. « Le socialisme n'est pas un jeu de mots », aime à répéter le commandant N'Gouabi. Au Congo, la révolution, c'est peut-être aussi la mise en œuvre de décisions.

Dans ce numéro :

PAGES 2 à 4 :

LA CONFERENCE DE WASHINGTON : EXPANSION INDUSTRIELLE ET MATIÈRES PREMIÈRES. L'exploitation « rationnelle » du tiers-monde, Christian Goux. Rompre le déséquilibre mondial, Suzanne de Brumhot sur la moussé, Jean Fontaine.

PAGES 5 à 12 :

LES SOUBRESAUTS DU FRANQUISME. Suite de l'article de Raimon Tamas sur l'économie. Le développement des conflits sociaux, Wilfredo Solano. La stratégie des Commissions ouvrières, E. et A. Lopez Campillo. Une nouvelle étape de la lutte populaire, Jaime Martín. Les particu-

PAGE 13 :

James Callaghan, E. de la Souche ; L'Eglise, R.P. José-María Diez-Alajó s. ; L'Opus Dei, Jean Bécard ; L'Opus Dei à travers les livres récents, Guy Bernatt ; La Phalange, Christian Rudel ; La culture, Jean Goyon ; La dernière victoire de Franco, Guy Bernatt.

PAGES 14 à 18 :

LES LEÇONS DE LA GUERRILLA vues par Régis Debray, Claude-Catherine Klejman. LA PROTECTION DES DROITS HUMAINS. Les difficultés de la Croix-Rouge, Alexandre Gualdi. Un problème de conscience, Nguyen Khac Vien. THAÏLANDE. OU LA PORTERESSE EMBALLÉE, reportage de Marat Barang et Noyan R. Chinda.

PAGE 18 :

Suite de l'article de Paul Balta sur les rancœurs autour de la fusion tuniso-libyenne.

PAGES 19 à 25 :

SENEGAL. LES ATOUTS DU DEVELOPPEMENT (supplément).

PAGES 26 et 27 :

PUISSANCE ET EVOLUTION DU ROYAUME SAOUDITE, Christian Martin.

PAGE 28 :

CINEMA POLITIQUE. Grèves à l'Est et à l'Ouest, Marc Ferro, Ignacio Ramonet, Antoine Pétion.

PAGES 29 à 31 :

LE TUNNEL SOUS LA MANCHE (supplément).

PAGE 32 :

LES LIVRES DU MOIS.

PAGES 33 à 35 :

L'activité des organisations internationales.

Février 1974